

CPE : L'ENJEU D'UNE RÉBELLION

Le Manifeste

Journal communiste

LE MONDE
VA CHANGER

De Biélorussie

Pages 8 et 9

n°19 - juillet-août 2006

En finir avec l'Ancien régime



à vif.....

**Dernière grimace
d'un vieux singe**

Après avoir obtenu ce qu'il voulait des vieux sages, le vieux singe qui n'a rien oublié ni rien à apprendre, y est allé de son numéro de grimaces mais, comme tous les mauvais comédiens, il en a fait trop et n'a convaincu personne. Pour s'en sortir, il voulut jouer au plus malin, sans réussir à se montrer seulement habile, accumulant en quelques mots un nombre record de gaffes abracadabrantesques. D'une seule phrase, disant une chose et son contraire, avançant des propositions déjà faites et déjà repoussées, chiffonnant au passage la Constitution, décourageant ses propres amis, hissant sur le pavois son rival tout en carbonisant en plein vol son bouclier thermique transformé en une sorte de Premier Ministre in partibus (comme Wojtyła fit de Jacques Gaillot un évêque in partibus de Parténia, diocèse algérien disparu depuis la fin du XV^e siècle). Quel maléfice s'est donc abattu sur Super-Menteur, pour qu'il se révèle n'être qu'un pantin de bois dont le nez s'allonge démesurément à chacun de ses mensonges ?

B.G.L.

ÉDITO

Ce qui se passe de nos jours en France a des allures de fin de règne d'Ancien régime. Les privilèges de la caste dominante apparaissent de plus en plus insupportables. A une inégalité sociale criante, s'ajoutent le cynisme et le mépris. Dans l'affaire Clearstream, une chatte n'y retrouverait pas ses petits... Mais, par-delà les coups tordus qui révèlent la crise et les rivalités au sommet de l'État, ce qui est clair, ce sont les rapports incestueux entre les cercles dirigeants du pouvoir et de l'argent. Ces gens appartiennent à une classe qui n'est pas la nôtre. Ils vivent dans un monde qui se croit au-dessus du peuple. Leur outrecuidance est sans limites. L'arnistie de Guy Drut par Chirac, usant pour l'occasion d'un droit dit régalién qui n'a donc rien de républicain, a légitimement provoqué l'indignation. L'ancien sportif reconverti en politique, condamné dans l'affaire des marchés publics d'Ile-de-France, est gracié alors qu'il était accusé d'avoir touché 774 047 francs en trois ans, pour un emploi fictif... Mais les jeunes qui se sont mobilisés contre le CPE, pour défendre le droit à un vrai emploi, eux,

sont déferés devant les tribunaux ! Les immigrés et les sans papier sont harcelés et persécutés. Les chômeurs et les allocataires du RMI, soupçonnés de tricher. Et tous les Français, qu'ils soient simplement automobilistes (s'ils ne roulent pas en voitures de maîtres avec chauffeur) ou même fumeurs, sont quotidiennement traités comme des délinquants en puissance à qui il faut faire la morale et tenir en lisière.

Comment s'étonner dans cette situation que se répande un sentiment de révolte ?

Mais pour en finir avec l'Ancien régime des privilégiés, les jacqueries n'ont jamais suffi.

Aujourd'hui rien n'est plus urgent, pour les communistes, pour tous les progressistes, que de travailler à la véritable révolution dont le pays a besoin afin de construire une nouvelle république, populaire et démocratique. Au printemps, le mouvement social a marqué des points. Il nous faut aborder de façon combative et en toute lucidité les prochaines échéances électorales si nous voulons qu'elles contribuent à sortir de l'impasse où le pays est plongé.

Francis Combes, André Gerin, Freddy Huck

LA RAISON TONNE EN SON CRATÈRE

La cinquième internationale par Samir Amin

EN MARGE !

**Immigration :
Non au tri sélectif !**

Le 12 mai dernier, André Gerin, député-maire de Vénissieux, réagissait au projet de loi Sarkozy sur « l'immigration choisie ».

« Fondamentalement, ce projet est une adaptation à la mondialisation ravageuse du capitalisme, il organise l'internationalisation du travail, l'internationalisation de l'exploitation. Les pays occidentaux et la France mettent en place une politique de l'immigration à trois vitesses : la première, pour les ressortissants de l'ancienne Europe, la seconde, pour les habitants des pays qui ont récemment adhéré à l'Union européenne, la troisième pour les autres. C'est bien le tri sélectif, ségrégatif, une sorte d'apartheid de l'immigration qui s'organise. (...) Lutter contre ce projet qui précarise, qui stigmatise les étrangers, c'est défendre les milieux populaires, c'est aujourd'hui être digne de nos valeurs et de nos idéaux. Établir le droit au sol et un vrai droit d'asile, fermer les cités de transit, sortir de l'apartheid dans l'accès à la fonction publique, reconnaître le droit de vote des immigrés, combattre la politique de la droite, de tous ceux qui se nourrissent du malheur des gens, des immigrés, c'est l'essentiel aujourd'hui. S'engager dans une politique authentique de co-développement, c'est crucial. Combattre le système capitaliste qui fait d'énormes dégâts et instaure l'inégalité pour 90% de l'humanité, c'est le défi que nous devons relever. »

Ceseda

Le projet de loi Ceseda constitue une attaque aux droits fondamentaux de la personne en rendant optionnelle la délivrance de la carte de résident, en faisant disparaître la possibilité de régulariser des étrangers présents sur le territoire depuis dix ans, en durcissant les conditions du regroupement familial pour les enfants et les conjoints, en augmentant les possibilités de retrait du titre de séjour. Cette loi vise à précariser les étrangers et les pousse dans l'irrégularité voire la clandestinité alors que dans le même temps le gouvernement favorise l'immigration choisie... par lui bien sûr. La mobilisation doit se poursuivre, même après le vote de la loi, pour que ces dispositions ne puissent s'appliquer. Il est nécessaire de rester mobiliser cet été. Les expulsions pourraient se multiplier.

Profits délocalisés

En 2005, les principales sociétés cotées à la Bourse de Paris, regroupées dans ce qu'on appelle le CAC 40, ont vu leurs profits augmenter de 27%... Ce qui est un beau résultat, surtout si l'on tient compte du marasme économique de l'économie française et de toute la « zone euro », laquelle tarde, selon les observateurs, à « renouer avec la croissance ».

Petite précision : 1% seulement de ce résultat a été réalisé sur le territoire national. L'essentiel des profits ont donc été faits grâce aux délocalisations, aux exportations de capitaux, aux implantations sur les marchés étrangers... Voilà qui montre clairement que ce qui est bon pour les multinationales, d'origine française ou non, n'est visiblement pas bon pour l'économie nationale.

France

Les enjeux

Pendant deux mois, la mobilisation contre le Cpe de la jeunesse et

des salariés a été sans précédent. Après le non au référendum du 29 mai et la révolte des banlieue, cette lutte couronnée de succès montre l'ampleur de la crise politique en France et la nécessité de penser une alternative au capitalisme.



Photo Patrice MOREL

Ampleur, durée et détermination

Les étrangers présents à Paris au cours des mois de mars et avril (et les Parisiens) garderont certainement à l'esprit une image inhabituelle et choquante : celle de la Place de la Sorbonne entièrement ceinturée de hauts murs métalliques anti-émeutes, cachant l'université au regard des passants et en interdisant l'accès aux étudiants.

Cette vision, qui a quelque chose d'Orwellien, manifeste la crainte de l'appareil d'État face à la subversion démocratique. C'est une image de guerre civile, du même type que celles que nous avons déjà vues dans plusieurs mégapoles occidentales au moment des grandes mobilisations contre la mondialisation capitaliste.

Certains ont évidemment pensé au spectre de mai 68. Mais ce qui s'est passé au cours de ce printemps en France est bien différent. 68 avait été le premier grand affrontement de classe de la V^e République. Les mouvements actuels annonciaient plutôt sa fin. 68 avait été une explosion où les aspirations révolutionnaires les plus radicales se mêlaient, dans la jeunesse estudiantine, à bien d'autres aspects, parfois très confus.

Ce qui s'est passé cette année est bien différent. Si, comme chaque fois que se produit une vraie mobilisation populaire, la fête a été de la

partie, et si les manifestations n'ont pas manqué du caractère carnavalesque que l'on rencontre dans ces circonstances, cette lutte s'est, dans le même temps, signalée par son grand sérieux et son niveau de conscience politique.

Ce mouvement a en effet été remarquable par son ampleur, sa durée et sa détermination. Il a été marqué par l'entrée dans l'action de millions de salariés et de jeunes et l'on a vu se constituer à cette occasion un véritable « front de classe », un bloc social largement inédit, qui a su, au cours des semaines, maintenir et renforcer son unité (à travers l'unité des douze organisations syndicales et de jeunesse qui ont mené l'action).

Pour la première fois, la jeunesse scolaire se mobilisait

non pas contre un projet de réforme sélective ou pour la défense de ses conditions d'études, mais sur des revendications qui touchaient au statut même du salariat. Quant aux salariés, ils ne se mettaient pas en grève pour défendre leurs positions acquises, mais pour défendre l'avenir de l'ensemble de la jeunesse. En se défendant, les uns et les autres défendaient leurs intérêts d'avenir réciproques. Il y a là quelque chose comme un échange généreux, par-dessus les corporatismes étroits, qui est d'essence véritablement politique.

Expérience de l'action collective et succès

Concernant les étudiants et les lycéens, on pourrait pratiquement dire qu'ils ont lutté sur des « positions de classe ». La raison en est claire : le projet gouvernemental, prenant appui sur la situation des jeunes les plus exclus du marché du travail, aboutissait à mettre en cause les projets de travail et de vie de l'ensemble des jeunes, et notamment des jeunes diplômés, déjà confrontés à la noria obligatoire des stages et qui se sont vus soudain condamnés sans appel à un avenir de précarité, leur interdisant l'accès à une vie normale.

Ce qui s'est passé au cours de ces deux mois de lutte, traduit un glissement de la position des couches moyennes. Ces couches intermédiaires (dont l'émergence dans les années quatre-vingt avait abouti à porter Mitterrand au pouvoir) sont aujourd'hui confrontées à la remise en cause de leurs conditions de vie. Elles sont victimes du processus de polarisation économique et sociale et conduites à prendre, tant bien que mal, conscience de leur prolétarianisme.

Phénomène aussi très important : cette génération qui est descendue dans la rue a fait, dans le même temps, l'expérience de l'action collective, l'expérience de la solidarité et l'expérience du succès.

Après deux mois d'une mobilisation exceptionnelle, les jeunes et les salariés ont en effet mis en échec le gouvernement français et l'ont contraint à retirer son projet de Contrat premier emploi (Cpe). Avoir mis en échec ce projet de loi gouvernemental, alors que la majorité des députés lui avait donné force de loi, constitue une victoire de gran-

France d'une rébellion

de portée. Même s'il est évident que la lutte contre la précarité n'en est qu'à ses débuts. Les éléments les plus engagés continuent d'ailleurs le combat pour le retrait de l'ensemble de la loi baptisée par anti-phrasé « Égalité des chances ». Cette loi qui prétend lutter contre le chômage des jeunes organise en effet une grave régression sociale. Quatre points sont en particulier dénoncés par les jeunes et les syndicats : le Cne, Contrat nouvelle embauche qui permet aux patrons des petites entreprises de licencier leurs salariés sans explication, le rétablissement de l'apprentissage à quatorze ans, l'autorisation du travail de nuit à partir de quinze ans et la possibilité de supprimer les allocations familiales aux parents dont les enfants font preuve d'absentéisme à l'école. En fait, et ce n'est pas le moindre aspect de cette lutte : elle a révélé la centralité de la question de la précarité et, donc, de l'exploitation.

Centralité de la précarité

Alors que le mot « exploitation » avait quasiment disparu du vocabulaire syndical et politique (de la Cgt au Pcf) et que l'on ne parlait plus que de « défavorisés » ou « d'exclus », les manifestations l'ont remis à l'ordre du jour. De très nombreuses pancartes, dans les manifestations, conjuguèrent sur tous les tons le sigle Cpe. : « Chômage, précarité, exploitation », « contrat pour exploiter », Cadeau pour exploitateurs »

etc... La généralisation de la précarité remet en cause le caractère naturel, normal, admis de l'exploitation. Du coup, les analyses de Marx (que presque plus personne ne connaît) retrouvent une singulière actualité. C'est le grand mérite de ce mouvement d'avoir remis la question de l'exploitation sur le devant de la scène. Elle est effectivement centrale. Lors de la dernière réunion du G7, les « maîtres du monde » ont précisé leur plan de travail. De la Chine, ils attendent qu'elle réévalue sa monnaie, afin de réduire sa capacité d'exportation. Des pays du tiers monde producteurs de pétrole, qu'ils accroissent leur production. De la population des États-Unis, qu'elle épargne plus, pour faciliter la capitalisation. Et des pays d'Europe, qu'ils adoptent enfin les « réformes » permettant d'imposer la « flexibilité ». Cette « flexibilité » est le nouveau maître-mot de la pensée économique occidentale. Comme il est difficile de s'en prendre directement au salaire direct (et notamment au « salaire minimum garanti »), les patrons et leurs soutiens politiques multiplient les initiatives pour remettre en cause le code du travail, généraliser les « sous-statuts » et les salariés « sous-payés » que l'on peut licencier sans frais... C'est l'une des conditions (si ce n'est « la » condition), pour réaliser l'agenda de Barcelone et faire de la « Zone euro » une « zone de compétitivité »... (Agenda de Barcelone, mis en place, côté français, par Chirac et Jospin...)

Un peuple en rébellion

Le mouvement contre le Cpe n'a rien d'un coup de tonnerre dans un ciel serein. Ce n'est pas une éruption printanière sans antécédents ni lendemains prévisibles. En fait, ce mouvement s'inscrit dans une série de faits politiques majeurs qui montrent que le peuple français est en rébellion. Il est en rébellion à l'égard des « élites » auto-proclamées qui le gouvernent. 21 Avril 2002, à la surprise générale, Le Pen arrive en tête de toutes les formations politiques au premier tour et se trouve présent au deuxième tour. Moins par l'effet d'une poussée de l'extrême droite que parce que la gauche plurielle vient d'être sanctionnée, en la personne du candidat du Ps, Lionel Jospin. 29 mai 2005, la majorité des Français dit Non au référendum, alors que les principaux partis politiques, de l'Ump au Ps, soutiennent le projet de constitution « libérale » de l'Europe. Novembre 2005 : les banlieues s'embrasent et on assiste à une « insurrection » des jeunes des quartiers populaires, révolte dont les mêmes « élites » (de droite et de gauche) se sont empressées de ne pas tirer les enseignements. Et pour cause : ce qu'exprimaient ces jeunes, ce n'était pas l'aspiration à un peu plus de considération ou un peu plus de crédits : ils disaient à leur façon, sans doute anarchique, leur besoin de révolution. Et voici maintenant que les enfants des couches moyennes entrent dans la danse.

Qu'est ce qui caractérise au fond cet état de rébellion plus ou moins permanente dans lequel se trouve le peuple français ?

Contre l'ultralibéralisme

Le diagnostic a été fait par le journal patronal *Les Échos*, qui a publié un sondage international selon lequel la France serait le pays où les « valeurs » ultra-libérales seraient le plus contestées, à droite comme à gauche. Selon ce sondage, la grande majorité des Français ne feraient pas confiance au « marché » pour régler les problèmes de la société. Le constat est certainement juste. Nous ne sommes plus dans les années quatre-vingt, au moment du « triomphe » des « gagneurs ». Ce qui domine aujourd'hui, c'est l'idée qu'il faudrait pouvoir mettre un frein aux appétits du capital financier international. C'est vrai chez la plupart des électeurs de gauche, mais aussi pour une grande partie des électeurs de droite. D'où certains accents « néo-gaulliens » de la part de Chirac et de Villepin. Par exemple, le projet de loi contre les « Opa inamicales » pour lequel la France se fait rappeler à l'ordre par la Commission européenne. Ce qui ne doit évidemment pas faire illusion...

À droite aussi, beaucoup d'électeurs sont contre les délocalisations et pour défendre la souveraineté nationale. Que, dans un pays comme la France, qui a des traditions étatiques et d'unité nationale anciennes, la gauche (y compris le Pcf) ait abandonné le terrain de l'indépendance nationale est certainement un cadeau fait à l'extrême droite. Alors que rien n'interdit d'être farouchement attaché à sa souveraineté et en même temps profondément internationaliste. Les exemples de Cuba ou du Venezuela, aujourd'hui en Amérique latine, sont là pour le rappeler. Cette remarque a évidemment un caractère stratégique, car, pour la gauche, comme pour la droite, la reconquête de l'électorat du Front national est, avec celle des abstentionnistes, sans doute la question principale. Nicolas Sarkozy l'a bien compris. Alors que tout le monde sait qu'il est l'un des « cheval-légers » de l'ultralibéralisme, il ne cesse de multiplier, en tant que ministre de l'intérieur et président de l'Ump, des signaux aux électeurs d'extrême droite. Mais, même quand il se montre « patriote », il le fait dans son style « pro-américain ». Ceux qui n'aiment pas la France ne sont pas obligés d'y

Actionnariat salarié

Des associations de petits porteurs demandent que l'on réintroduise l'élection de représentants des actionnaires salariés dans les conseils d'administration. En effet, depuis 2001, les entreprises qui ont recouru à l'actionnariat salarié, ne sont plus obligées de procéder à l'élection de représentants de ces salariés actionnaires dans leur conseil d'administration. Elles peuvent se contenter de désigner qui les représentera. Ce bel exemple de démocratie économique montre quel est le sens de l'actionnariat salarié dans le système actuel : certainement pas partager le pouvoir et les décisions avec les salariés, mais mettre la main sur leur épargne, tout en les liant encore en peu plus à l'entreprise dont ils dépendent. Exploitation et intégration.

Politique de l'électrochoc

Le ministère de l'Intérieur s'apprête à équiper 3 à 6 000 policiers et gendarmes d'une arme dangereuse, le Taser. Le Taser inflige un électrochoc de 50 000 volts à une distance de 7 mètres. Cette décharge paralyse le système nerveux et peut propulser la personne atteinte à plusieurs mètres. 400 corps policiers et établissements pénitentiaires au Canada et aux États-Unis utilisent déjà ce pistolet à impulsion électrique qui n'est pas considéré comme une arme. Certains en sont morts : 150 aux États-Unis entre juin 2004 et février 2006, dont 61 en 2005. Le choc électrique peut créer une fibrillation ventriculaire, ainsi qu'une possible perturbation d'appareils de régulation cardiaque (pacemaker), une tétanie atteignant les muscles thoraciques et empêchant la respiration, ou encore un aggravement de l'arythmie cardiaque, par exemple lorsque la victime a consommé de la cocaïne. Elle est aujourd'hui interdite en Belgique, en Italie et aux Pays-Bas mais est déjà en vente libre en France. Sarkozy a encore frappé. Pour signer la pétition visant à interdire le Taser en France : <http://www.raidh.org/Petition-Taser>.

Répression anti-Cpe

Le bilan de la répression anti-Cpe est impressionnant : 4 350 arrestations, 1985 gardes à vue, 637 procédures judiciaires (dont 271 comparutions immédiates) qui ont donné lieu à 71 peines de prison ferme, 167 peines de sursis, travaux d'intérêt général ou mises à l'épreuve, 188 mesures alternatives. Les procès continuent dans l'arbitraire le plus parfait. Après les attaques contre les syndicalistes, les grévistes de la Snem ou de la Rtm, on assiste à une criminalisation du mouvement social intolérable contre laquelle chacun doit se mobiliser.

Bas et soutiens-gorge au chômage

La société Dim a annoncé près de 50 nouvelles suppressions d'emplois en France. Ainsi le site de Château-Chinon serait fermé, 220 postes seraient supprimés à Autun, 96 au siège de Levallois-Perret et 39 dans l'usine Playtex de la Tour du Pin. 17 usines ont déjà été fermées par le groupe qui a ouvert parallèlement des usines en Asie et en Europe de l'Est. 98 % des soutiens-gorge de la marque sont fabriqués en Roumanie, en Hongrie et en Pologne où les droits des salariés sont bafoués.

La filiation européenne réaffirmée par les Vingt-cinq

C'est passé inaperçu : lors du sommet européen des 23 et 24 mars, le président de la Commission européenne avait tenu à apporter un soutien ostensible au gouvernement français empêtré dans le Cpe. Ainsi, lors de la conférence de presse finale, José Manuel Barroso fit ainsi une allusion claire à la France : « bien entendu, il y a des résistances aux réformes dans certains pays. Mais précisément le fait qu'il existe des résistances prouve que la réforme se fait (...) Cela prouve clairement que nous allons dans le bon sens ». Le même avait précisé précédemment : « c'est inéluctable, en Europe, la réforme, sinon on va tous perdre ». Pour sa part, Jacques Chirac n'hésitait pas, de Bruxelles, à réaffirmer que le Cpe « doit s'appliquer », et se félicitait en particulier du « soutien » de ses pairs européens. Des déclarations qui découlent en réalité directement des « conclusions » publiées par la présidence européenne. Ce texte sou-

ligne par exemple que « les États membres sont invités à poursuivre (...) les réformes du marché du travail ». Plus précisément, « le Conseil européen accueille avec satisfaction la communication de la Commission », et salue les « programmes nationaux de réforme (Pnr) ». Dans la dite « communication » (qui date de fin 2005), la Commission notait : « la France est invitée (...) à mettre en œuvre le Pnr avec vigueur », et se félicitait que « l'accent (y soit) donné à l'emploi des jeunes ». La Commission ne cachait pas ses encouragements en louant le « le Pnr (français qui) met en avant l'instauration du Contrat Nouvelle Embauche (Nb : le Cpe n'était alors pas encore annoncé) visant à favoriser le recrutement dans les entreprises comportant jusqu'à vingt salariés (...) ».

Mais personne ne lit de tels documents. C'est dommage, car tout y est.

Pierre Lévy

CPE-CNE

À CÔTÉ...

Accompagnement privé des chômeurs

Depuis 2005, l'Unedic a lancé avec cinq opérateurs privés des expériences de suivi renforcé des chômeurs. Elle envisage d'étendre cette expérience. La Cgt dénonce une philosophie de « rentabilité » au détriment des chômeurs et craint une privatisation de l'assurance-chômage. Elle conteste également le bilan positif de l'Unedic estimant que le coût de l'accompagnement des chômeurs par les cabinets privés est plus élevé. Cela entraînera-t-il le licenciement de ceux qui travaillent dans les Anpe et les Assedic ?

Emploi prioritaire

L'emploi reste au cœur des préoccupations des Français. Sur un millier de personnes interrogées pour *La Tribune* et France Inter en avril dernier, 62 % citent l'emploi comme une priorité absolue (49 % en 2005) et 19 % ont une bonne opinion de l'action de l'État dans ce domaine (22 % en avril 2005).

800 kg d'anchois

Les pêcheurs en colère ont déversés 800 kg d'anchois devant le bâtiment des affaires maritimes à Bayonne le 12 mai dernier pour protester contre le retard pris dans le versement des aides promises par l'État. Les mesures d'interdiction de commercialisation des poissons en dessous de 12 cm font peser sur eux un surcoût pour le tri de la pêche. L'union européenne avait interdit la pêche à l'anchois lors du second semestre 2005 pour permettre la reconstitution des stocks dans le golfe de Gascogne. La pêche a repris le 1^{er} mars avec une limite de 500 tonnes pour les pêcheurs français.

Profits et écologie incompatibles

61 % des Français considèrent que les grandes entreprises ne peuvent pas rechercher des profits en respectant l'environnement. On savait déjà que 63 % de personnes considéraient que la mondialisation n'était une « chance de progrès » (5 points de plus en 2006 par rapport à l'année précédente). Il est temps de sortir de l'impasse du capitalisme !

Les profits de la poste

Le président du groupe La Poste vient d'annoncer des profits records pour 2005 autour de 560 millions d'euros. On ne sait pas bien où passent ces profits. Ce que l'on sait en revanche c'est qu'il ne viennent pas grossir les salaires des postiers, qu'ils ne génèrent pas de nouvelles embauches, que les usagers sont de plus en plus mal servis. Des bureaux ferment, des tournées sont supprimées, les heures de levée sont avancées, le courrier met parfois quelques jours à arriver, les files d'attente sont si longues dans certaines postes qu'elles mettent à bout les usagers comme les salariés de la poste. Que devient le service public ?

Luxair licencié

La compagnie Luxair a annoncé un plan de restructuration de ses activités aériennes et annoncé la suppression de 200 emplois d'ici 2008, soit 10 % de ses effectifs et un gel des salaires jusqu'en 2009.

France



Photo Patrice MOREL

rester, vient-il de déclarer ; ce qui est ni plus ni moins que la traduction du « Love it or leave it » des émules du Ku Klux Klan.

Une crise politique

Le mouvement contre le Cpe, en conjonction avec l'approche de l'élection présidentielle, conduit à des repositionnements dans l'ensemble des forces politiques. Au sommet de l'appareil d'État, la crise politique est évidente. Dominique de Villepin,

malgré les qualités d'homme d'État dont il avait su faire preuve à l'occasion de la crise irakienne, où il avait fait entendre la voix de la France à l'Onu, a essuyé un grave revers. Sans doute, son entêtement apparemment absurde relevait-il pour une part d'un calcul politicien. Engagé dans la course à l'Élysée, il voulait prouver à l'électorat de droite qu'il pouvait se montrer aussi ferme que Sarkozy. Plus dure est évidemment la chute... Quant à Sarkozy, alors qu'il a approuvé le dispositif contesté par la rue, il s'en tire plutôt bien dans l'opinion. Plus

grave : il a mis à profit la crise du Cpe pour se livrer à une sorte de coup d'État rampant. La rivalité fait rage à la tête de l'État. Fait inquiétant : le mutisme de la plupart des médias. Déjà, pendant la lutte anti-Cpe, plusieurs incidents sérieux ont été quasiment passés sous silence par les principaux médias. Sans doute sur intervention de l'État. Ce fut le cas, par exemple, à propos d'un grave incident au Quartier latin où une voiture a pu foncer dans un groupe de lycéens assis sur la chaussée et en a blessé une dizaine, sans que la police intervienne. Et sans que cela fasse la « une » des journaux. Il y a paradoxalement, dans la foulée de la victoire des anti-Cpe, des signes d'une dérive autoritaire inquiétante de l'appareil d'État.

Le Ps remis en selle, le Pc dans l'attente

Le Ps, qui s'était largement coupé du mouvement social au cours ces dernières années, a réussi à s'y réintégrer. Le PS a été en pointe dans l'opposition au Cpe. En tant que parti, mais aussi à travers les organisations syndicales où il exerce une influence (Cfdt ; Cgt mais aussi Unef, pour les organisations étudiantes et Unl et Fidl pour les lycéens). On peut même penser que la combativité nouvelle dont a fait preuve la Cfdt (qui nous avait plutôt habitués lors des mouvements précédents, à faire « bande à part ») n'est pas sans rapport avec le nouveau langage de gauche adopté par la direction du Ps dans

la perspective de la présidentielle de 2007.

Il ne faut évidemment pas faire la « fine bouche » ni se montrer sectaire. On ne peut que se réjouir de voir les socialistes descendre dans la rue avec le reste de la gauche. Mais on n'est pas obligé d'avoir la mémoire courte et d'oublier que ce sont eux qui ont commencé à mettre en oeuvre le « traitement social du chômage », les « emplois jeunes » et la généralisation de la précarité quand ils étaient aux affaires.

Il est donc pas exclu que le Ps puisse s'appuyer sur le mouvement social actuel pour revenir à la direction de l'État et réitérer une expérience « social-libérale ». (Tout comme Jospin avait bénéficié des mobilisations de 1995 contre la réforme des retraites). Il pourra compter sur le réflexe « anti-fasciste » d'une grande partie de la gauche...

Côté communiste, on est sans doute conscient de cette possibilité. Mais le fait frappant, c'est que le 33^e Congrès du Pcf qui s'est tenu au Bourget courant mars, en pleine période de manifestations, a évité toute tentative de clarification. Officiellement, la ligne adoptée est de travailler à une Union populaire anti-libérale... Mais avec qui, dans quels contours et sur quel contenu ?... Cela reste flou. En fait, la direction du Pcf garde plusieurs « fers au feu ». Elle discute avec la Lcr trotskiste, et cultive une image plus radicale, mais elle ménage la possibilité d'un accord avec le Ps, pour les élections législatives, un éventuel contrat de gouvernement et les prochaines élections municipales. Le fait nouveau, lors de ce



Photo Patrice MOREL

France

EN BREF

congrès, est que pour la première fois depuis 1927, l'opposition a pu présenter une liste lors de l'élection de la nouvelle direction nationale. Lors du débat préparatoire, les textes alternatifs des divers groupes de la gauche du Pcf avaient rassemblés environ 25 % des militants. Lors du congrès, la liste de la minorité de gauche, conduite par André Gerin, maire de Vénissieux a rallié 8,72 % des suffrages. (Le système de l'écrémage, que Louis Althusser avait déjà analysé en 1976, continue donc de fonctionner). Et la direction ayant invalidé un certain nombre de candidats, il n'y aura qu'environ 4% des ces opposants dans la nouvelle direction nationale. Mais un tabou est tombé. Et le parti communiste français, qui a toujours eu du mal à accepter le pluralisme en son sein, est peut-être en train de changer.

Imaginer l'alternative

Au-delà de ces considérations sur les reconfigurations en cours au sein de la gauche française, le fait majeur est que cette même gauche, visiblement en phase avec le mouvement social, s'avère pour l'instant incapable d'offrir à ce mouvement une perspective politique. S'il y a aujourd'hui en France une majorité du peuple pour rejeter l'ultra-libéralisme, il n'y a par contre pas encore de rassemblement majoritaire capable de défendre un autre projet économique, social et politique. Si la simple alternance est encore possible, c'est que l'alternative a encore

beaucoup de mal à se formuler. Les communistes ont à cet égard une responsabilité essentielle. Depuis maintenant plusieurs congrès, le Pcf a abandonné toute référence à la perspective d'une société socialiste. Sous l'influence du philosophe Lucien Sève, il préfère s'en tenir à une vision « mouvementiste » selon laquelle le « communisme » est à l'œuvre dans la société actuelle et l'avenir commence maintenant... Exit, les questions gênantes : celle de la conquête et de la transformation du pouvoir d'État, celle de la propriété des moyens de production, telle qu'il faudrait la réactualiser dans le contexte du pouvoir des multinationales... en clair, les questions de la transformation révolutionnaire. Ces questions sont d'autant plus occultées qu'une certaine tradition réformiste fait que le mouvement ouvrier s'en tient au stade économique-corporatif, et évite d'aborder le stade politique, a fortiori celui de la réforme culturelle et morale, qui conditionne pourtant sa capacité à l'hégémonie, pour reprendre les concepts gramscien qui sont toujours pertinents. Le débat sur la précarité a néanmoins contribué à faire mûrir certaines questions. Les économistes du Pcf, groupés autour de Paul Boccara, ont avancé une idée qui a un certain impact (et qui est reprise sous des formes différentes dans le mouvement syndical) celle d'une « sécurité d'emploi ou de formation ». Cette idée peut avoir des conséquences révolutionnaires. Le problème qui est posé est celui de la « sécurisation » des

parcours professionnels et de vie. Quelque chose comme une « sécurité sociale » du travail, qui serait un sérieux correctif au « marché du travail ». Et il est intéressant de noter que ce débat va bien au-delà des cercles marxistants. En d'autres temps, on aurait pu faire remarquer que cette « sécurité d'emploi et de formation » avait un nom : le socialisme. Malgré tous ses défauts, le socialisme réel a en effet eu cette vertu, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, d'assurer la sécurité des travailleurs. (Le revers étant, dans des sociétés où les forces productives et la démocratie étaient faiblement développées, la forte tendance à la « fonctionnarisation » du travail et au bureaucratisme). Les tenants de cette idée font valoir qu'à la Libération, il a été possible d'imposer la sécurité sociale. C'est vrai. Mais, pour cela, il avait fallu la guerre, dont la classe capitaliste était sortie politiquement anéantie, et un tout autre rapport des forces. Peut-on envisager, dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche, conjuguée à de forts mouvements populaires, un nouveau « compromis historique » du type de ce qui s'est passé à la Libération (ou de ce qui s'était passé avec le Front populaire, en 36) ? On ne peut pas l'exclure, mais dans le contexte de la mondialisation capitaliste, cela n'est possible que si la gauche française est capable de s'affranchir de la tutelle des instances européennes et des principes de « Maastricht ». Pour imposer une sécurisation de l'emploi et de la formation, il faudrait que le profit immé-



Photo Francis MOREL

diat et privé ne régent plus l'ensemble de la vie économique et sociale. Il faudrait que les travailleurs, la nation, la ou les collectivités recouvrent la maîtrise de l'outil économique. Comment envisager qu'un gouvernement, en France ou ailleurs, décide de re-nationaliser son système bancaire et financier, ou des secteurs-clés de son économie ? Cela paraîtrait aujourd'hui un « crime anti-libéral », anti-européen et anti-occidental, en clair, un véritable *casus belli*. Et cela n'est pas qu'une clause de style. Pour risquer cela, il faudrait un nouveau « Front populaire », qui ait le courage de s'en prendre au moderne « Mur de l'argent ». C'est à cette condition que le débat qui s'esquisse sur la VI^e République peut prendre tout son sens, celui de l'invention d'une démocratie nouvelle qui dépasse les acquis de la démocratie bourgeoise (formelle) qui s'arrête au seuil des banques et des conseils d'administration, pour avancer vers une vraie démocratie, sociale, économique, politique, médiatique et culturelle.

Francis Combes

20 000 professeurs licenciés

On le sait peu mais 20 000 professeurs ont été licenciés sans bruit de l'éducation nationale. Les professeurs non-titulaires de l'éducation nationale disséminés sur l'ensemble du territoire ont bien du mal à se faire entendre. Recrutés par l'Éducation nationale depuis quinze, dix ou cinq ans, diplômés et souvent compétents, ils sont les premiers touchés par les « dégraissages » de l'État. En moins de deux ans, les rectorats se sont débarrassés d'eux sans préavis, sans indemnités de licenciement, sans justification. L'État de droit divin revient !

11 000 départs à la sécu

11 000 salariés sur 85 000 vont partir de l'assurance maladie dans les quatre ans et ne seront pas remplacés a indiqué récemment le directeur de la Caisse nationale d'assurance maladie. Depuis 2004, c'est déjà 3 200 emplois qui n'ont pas été remplacés. « Il faut faire des gains de productivité, assurait le directeur. N'importe quelle entreprise privée raisonne comme cela ». La sécu est-elle, elle-aussi, en train de se privatiser ?

415 postes supprimés

La direction de la Grande paroisse, filiale d'Atofina, branche chimie du groupe Total a annoncé la suppression de 415 postes. Cette entreprise créée en 1919 est le premier fabricant français d'engrais notamment ceux vendus sous la marque Azf. Trois sites devraient fermer basse-Indre (Loire Atlantique), Brdeaux (Gironde) et Oissel (Seine Maritime).

Loyer Hlm

62 % des organismes Hlm ne respecteraient pas les recommandations du gouvernement sur les hausses de loyer. Elles sont bien sûr souvent supérieures aux 1,8 % préconisés et sont en moyenne de 2,06 % Un moyen pour certains organismes de « récupérer » la période de gel des loyers en 2000 et 2001.

Dividendes exorbitants

Les actionnaires de Cac 40 ont engrangé 30,2 milliards d'euros au titre de 2005 sous forme de dividendes, soit 40 % d'augmentation par rapport à 2004. Le chiffre annoncé pour 2006 avoisine les 35 milliards. Ces profits sont réalisés sur le dos des salariés et grâce à une fiscalité plus avantageuse depuis la réforme de 2005. Le système d'avoir fiscal a été remplacé par le système d'abattements, bien plus avantageux pour les gros patrimoines mobiliers.

Fraude des cliniques

Une enquête de la Caisse nationale d'assurance maladie révèle des pratiques frauduleuses dans la tarification dans les cliniques privées commerciales. La Cgt dénonce : « un dérapage non contrôlé, avec l'utilisation de la Tva comme aide à la fraude. Attention, il y aura une inégalité de traitement entre les assurés sociaux, les malades vivant dans la contrainte de contrôle et des acteurs de santé privés poursuivant en toute impunité des fraudes caractérisées. La Cgt demande que soit mis fin à ces pratiques de détournement ». La santé ne devrait décidément pas être une marchandise !

CHRONIQUE

D'UNE REVOLTE

ANNONCEE

Un président de la République que nul ne saurait soupçonner de cryptomaxisme, Charles de Gaulle, avait un jour constaté que la France avait le patronat le plus bête du monde. L'assaut d'inepties et de mensonges patents émanant des dirigeants d'entreprises français auquel le débat sur le CPE donne lieu confirme jour après jour ce truisme.

Mais, heureusement, notre beau pays connaît quelques contreparties à ce fardeau, à cette croix, à ce boulet que nous devons supporter de décennies en décennies. Encore une fois, à l'instar des Gavroches et des Marius d'antan, c'est la jeunesse qui écrit sous nos yeux une de ces pages d'histoires dont elle a le secret. D'aucun la disait endormie, frappée de léthargie. Elle attendait son heure. Tremblez patrons et thuriféraires du capitalisme ! Villepin et Seillière, rentrez sous terre ! Ils sont dans la rue par milliers et se moquent de vos menaces et de votre

que vous, qui vous claquerez dans vos bureaux de La Défense, sur la France, ses espoirs, son histoire, sa force. Regardez-les défilier, chanter, lutter. Ils sont le peuple et représentent bien plus que l'avenir du pays : ils incarnent sa vérité profonde et ses valeurs de Liberté, d'Égalité et de Fraternité. Haut les coeurs ! Jeunesse de France, tu es « la plus belle du monde » !

Marc Viellard

« La plus belle jeunesse du monde »

prosaisme à la petite semaine. Ces filles aux épaules nues et ces gars aux cheveux longs en savent plus



EN LONG...

Paroles de patrons

Le Medef a enfin trouvé la solution au financement de la protection sociale en remettant « en lumière quelques évidences un peu oubliées ». Accrochez-vous si vous croyez encore que la protection sociale est un droit fondamental de l'humanité, les quatre « évidences » du Medef sont faites sur mesure... pour lui évidemment : « Taxer le capital c'est diminuer à terme la croissance » (la leur bien sûr !), « la solution la plus efficace pour créer de l'emploi, c'est la baisse des cotisations » (patronales s'entend), « la logique veut une fiscalisation progressive des cotisations sociales » (pour les allocataires, vous vous en doutez), « la vraie priorité sociale est la maîtrise des dépenses » (ne vous soignez plus !).

Jeunes au charbon !

Le 22 juin, Gérard Larcher, le ministre délégué à l'Emploi, a signé avec quinze branches professionnelles un engagement à accueillir des apprentis de 14 ans dès la prochaine rentrée scolaire. Ils seront rémunérés à hauteur de 20 % du Smic. Une exploitation honteuse qui ramène de 16 à 14, l'âge du travail, permise par la loi du 31 mars sur une prétendue « égalité des chances » qui n'a pas de sens. Quand l'égalité existe, personne n'a besoin de la chance, mais quand c'est la chance qui préside à l'avenir alors il n'y peut y avoir d'égalité. « Égalité des chances », une manière de jeter de la poudre aux yeux pour aggraver la situation.

Licenciement chez Faurecia

Faurecia sièges automobiles, spécialisée dans les armatures de sièges auto, va supprimer 600 emplois en 2007-2008 sur les 3 584 existants, a annoncé l'entreprise le 23 juin dernier. Le plan de « redéploiement » concernera sept sites : Pierrepont (54), Celles-sur-Plaine et Nompattelize (88), Saint-Nicolas de Redon (44), Cercy La Tour (58), Nogent sur Vernisson (45) et Brière (91).

Suspension de fermeture à la Seita

Le tribunal de grande instance de Paris a ordonné la suspension du projet de restructuration et de déménagement du siège parisien de la Seita-Altadis suite à une procédure engagée par le Comité central d'entreprise et le Comité d'établissement. Le jugement va bloquer la fermeture du site qui emploie 85 salariés et permettre aux élus de lancer une nouvelle expertise pour démontrer « que la fermeture n'est pas justifiée » souligne Jean-Marc Roux, élu de la Cgt. La Seita est également condamnée à verser 3 000 euros au requérant.

Yoplait veut fermer à Ressons

La direction de Yoplait envisage de fermer son usine de Ressons (60) qui emploie 225 salariés. La direction affirme que « la fermeture du site de Ressons, dont la capacité de production correspond sensiblement à l'excédent de capacité du groupe, constituerait la solution la plus appropriée pour retrouver le niveau de compétitivité indispensable pour assurer l'avenir de Yoplait dans un marché devenu très difficile. Et tant pis pour les salariés !

48^e congrès de la Cgt

Quelles conceptions de l'activité syndicale ?

Le 48^e Congrès de la Cgt qui s'est tenu à Lille, fin du mois d'avril, a été marqué comme le précédent Congrès, par des débats vigoureux qui portent sur des conceptions essentielles de l'activité syndicale. L'insistance à parler de réformisme, l'objectif de taire les contradictions fondamentales en cours d'approfondissement au niveau européen, les objectifs fixés pour une réorganisation interne de la Cgt, sont quelques uns des axes choisis par certains pour poursuivre, voire accentuer, une sorte de « recentrage » social-démocrate et européeniste. L'opération se fait par touches successives.



Pour satisfaire de nouvelles orientations allant vers une sorte de recentrage social-démocrate et européeniste, les racines mêmes de la Cgt doivent être attaquées. Si ces opérations sont faites de façon plus ou moins voilée, le fond des débats remonte sans cesse. De nombreux syndicats ont réaffirmé la nécessité d'inscrire la Cgt dans la lutte des classes, et ainsi de lui donner des orientations plus combatives, plus exigeantes, plus anticapitalistes et anti-impérialistes. À de telles exigences, la réponse a été quasi identique pendant tout le Congrès. « Ne vous en faites pas, cette dimension est contenue dans nos statuts, elle suffit largement pour répondre à vos interrogations ». Ou, plus ouvertement, certains disant « Pour se faire comprendre par les salariés et par les

jeunes il n'est pas bon d'utiliser un langage et des concepts archaïques, incompréhensibles, hors de ce qu'auraient les salariés dans leur tête actuellement ». Une belle démonstration en quelque sorte de l'acceptation de la pensée unique de la classe dominante. Il en est de même des remises en cause du fédéralisme comme du mode de vie de la Cgt. Celui-ci est issu de l'histoire et des combats du mouvement ouvrier français, de la Révolution française à la Commune de Paris, des premières années d'existence de la Cgt aux dernières décennies du XX^e siècle. Cette conception est attaquée sous de multiples formes. Ces attaques visent à réduire le rôle des syndicats, à les corseter dans des formes d'organisation imposées d'en haut. Ces objectifs, qui ne datent pas du 48^e Congrès, se heurtent aux

réalités et à l'intervention de nombreux syndicats et se poursuivent contre les structures constitutives de la Cgt, les Unions départementales et les Fédérations. Ces deux piliers fondamentaux de la Cgt lui permettent une vie démocratique intense, une capacité de s'adapter aux réalités professionnelles, sociologiques géographiques et culturelles. Le fédéralisme est fait d'autonomie d'actions, de convictions politiques communes et de solidarité. La volonté de les amoindrir pour faire émerger un syndicalisme centralisé au niveau confédéral se poursuit.

Double échec de la direction confédérale

L'action syndicale Cgt a été marquée dans les dernières

décennies par une volonté de s'exprimer, à partir de nos décisions démocratiques, dans le champ politique, sur des positions de défense des revendications immédiates et à long terme des salariés. Cette approche, qui se veut indépendante mais pas neutre, a été fortement mise en cause lors du débat sur le référendum concernant la Constitution européenne. La direction confédérale a tenté d'imposer une neutralité de la Cgt dans ce débat, qui signifiait très concrètement une acceptation de la constitution européenne telle qu'elle était proposée. Cette orientation correspondait parfaitement aux orientations de la Cgt et aux déclarations de John Monks, son secrétaire général, qui appelait le peuple français, les travailleurs de notre pays, à voter Oui. Comme ingérence, on ne fait pas mieux.

48^e congrès de la Cgt

...ET EN LARGE !

Un double échec a été subi par la direction confédérale tant lorsque le Ccn a décidé très majoritairement de s'inscrire dans la bataille pour le rejet de cette constitution qu'à la vue du résultat lui-même. Le traumatisme créé au sein de la Cgt reste latent. Les positions exprimées à cette époque restent dans la tête de nombreux militants, de nombreux syndiqués, y compris de nombreux salariés.

Il est un élément politique essentiel pour saisir les débats internes d'aujourd'hui, pour décrypter les résistances qui s'affirment plus ou moins et un point de repaire pour ceux qui considèrent que la Cgt doit construire son activité sur des positions de classe.

Sécurité sociale professionnelle ?

Les débats préparatoires et le Congrès lui-même ont mis en évidence une aggravation de l'exploitation capitaliste sous toutes les formes, baisse du pouvoir d'achat, précarisation de l'emploi, mise en cause du potentiel industriel et économique national, attaques continuelles contre le service public...

De nombreuses revendications concrètes ont surgi. Elles ont été très peu reprises dans le document d'orientation ou dans les orientations et discours de la direction confédérale.

Un débat significatif a eu lieu sur la notion de « compromis ». Le congrès a décidé de la retirer. Sans approfondir la notion de « compromis », il faut mesurer les arguments utilisés par ceux qui voulaient la maintenir et notamment la référence à la possibilité de négocier « à froid » avec le patronat, conception d'ailleurs en parfaite contradiction avec la nécessité, réaffirmée, de construire le rapport des forces.

Pour certains responsables confédéraux, le point important de notre politique revendicative serait la « sécurité sociale professionnelle ».

Dans le débat, ce concept a même pris le pas sur la notion de construction revendicative d'un nouveau statut du travail salarié.

Ce concept serait une des pierres angulaires de « l'institutionnalisation » des relations syndicales au patronat, au gouvernement, à l'Europe, à la mondialisation capitaliste. Il est né dans les centres de réflexion de l'Europe actuelle. La Confédération européenne des syndicats, sous des formes diverses, le porte, en corrélation avec les notions d'employabilité, d'acceptation du processus de mondialisation. Les adaptations nationales aboutissent à la situation connue en France où un Sarkozy, un Fabius le reprennent, jetant pour le moins le trouble dans nos batailles revendicatives.

Le patronat n'est pas avare lui non plus de déclarations acceptant la réflexion sur l'idée de « sécuriser les parcours professionnels ». Sur l'un comme sur l'autre les concepts se rejoignent. Ils visent à réduire à l'inexistant les contrats de travail stables, le code du travail et les conventions collectives mais aussi à rendre inéluctable, fatal les restructurations patronales et les abandons industriels et économiques qui se multiplient.

Gommer les initiatives partant d'en bas

Le retrait imposé du Cpe par la lutte des salariés et des jeunes est une victoire importante. Si elle ne réduit pas à néant le projet de loi gouvernemental, grave dans un certain nombre de ses articles, elle a permis une expression massive du mécontentement face aux orientations réactionnaires et anti-sociales du pouvoir et du patronat. L'élément essentiel de cette lutte se situe dans la force du mouvement lui-même. Commencé à l'appel de la Cgt et des organisations étudiantes, ce mouvement a imposé à d'autres de s'y joindre. Les autres syndicats ne l'ont pas fait de gaité de cœur. Il est d'ailleurs significatif de lire les discours notamment des dirigeants de la Cfdt qui affirment que s'ils avaient quitté le mouvement en cours, la situation aurait été encore plus catastrophique que celle qu'ils ont vécue lors des grandes luttes sur les retraites.

Cette réalité infirme la conception même du « syndicalisme rassemblé ». Celui-ci part du précepte qu'il faut s'unir pour permettre aux salariés d'agir dans les meilleures conditions possibles. Une telle orientation impose un carcan terrible aux initiatives de la Cgt, mais aussi aux luttes des salariés.

Il vise à gommer les initiatives partant d'en bas, les inscrivant dans le corset d'un syndicalisme institutionnalisé décidant de tout, définissant des revendications par un compromis entre organisations. Ce qui aboutit, quand on connaît les orientations de la Cfdt ou d'autres, à des revendications fort limitées, dans leur contenu et dans le temps. La lutte contre le Cpe, au-delà du combat concret et du recul essentiel imposé, a été une expérience utile à la fois pour apprécier les capacités de mobilisations des salariés autour d'objectifs revendicatifs élevés et dans le même temps une démonstration des dangers d'un syndicalisme institutionnalisé, imposant aux mouvements revendicatifs, des limites liées à l'acceptation des gestions patronales et gouvernementales. La contestation par de nombreux syndicats des orienta-

tions de la Confédération Européenne des Syndicats s'affirme. Pour une bonne part, la soumission de la Cgt aux dogmes européens est critiquée.

Regroupement autour de Cisl

Une telle soumission devient un véritable carcan. Ce point est évident lorsque l'on traite des politiques industrielles, économiques ou sociales nationales. De telles orientations confédérales nous fourvoient dans des impasses terribles pour le peuple de notre pays. Elles limitent nos initiatives à l'horizon de l'accompagnement social des gestions patronales. Les échecs d'une telle politique sont patents. La même démarche entraîne la direction de la Cgt à accepter un regroupement international autour de la Cisl. Cette recherche d'hégémonie ne se fait pas sans remous certains. La volonté hégémonique des dirigeants de la Cisl est évidente. L'histoire de cette internationale ne plaide pas pour une orientation combative au niveau international. Bien au contraire, née sur les fonds baptismaux de la Cia et du syndicalisme américain, elle conserve l'essentiel de ses travers dus à sa naissance. Les alliances dans lesquelles elle s'inscrit avec le patronat et l'ambassade américaine, lors de l'émergence de la révolution bolivarienne au Venezuela, sont démonstratives.

C'est à un tel syndicalisme que la Cgt s'attelle. Des décennies de combat anti-impérialistes, anti coloniaux, au côté des peuples pour leur indépendance, leur autonomie, la construction d'une société sans classe sont passées en pertes et profits. Peut-être est-ce au nom du réalisme qu'une telle orientation est prise, mais au nom du réalisme que de mésaventures vécues, en Europe et à travers le monde. Pourtant l'action pour un syndicalisme de lutte se poursuit.

Ce n'est pas parce que toute information est occultée que la réalité ne poursuit pas son cours. Dans les difficultés immenses, les syndicats s'appuyant sur des conceptions de lutte, de classe, revendicatives se réorganisent, sont plus présents. La Cgt en participant à l'opération de la Cisl, inscrit son activité dans un syndicalisme qui accepte la mondialisation capitaliste ne visant à l'humaniser qu'à la marge. Une telle orientation aura à plus ou moins long terme des répercussions préjudiciables à l'activité de la Cgt en France mais aussi pour son influence à travers le monde.

Antoine Prichard

Vacances : pas pour tout le monde
La moitié des Français (51 %) partent en vacances cet été et 8 % à un autre moment selon un sondage Ifop. Ceux qui ne partent pas expliquent qu'ils n'en ont pas les moyens (36 %), qu'ils préfèrent rester chez eux (32 %), que leur activité professionnelle ne leur permet pas de s'absenter (21 %), que leur santé les retient (17 %). Le budget consacré aux vacances tourne autour de 1 244 euros, en recul par rapport à juillet 2005. Au moment du soixantième anniversaire des congés payés, on pourrait espérer que les vacances soit vraiment un droit pour tous.

15 000 postes supprimés

De Villepin vient de décider de supprimer 15 000 postes dans la fonction publique dont 8 700 dans l'Éducation nationale. Alors que les luttes des jeunes de banlieue, puis de la jeunesse contre le Cpe montrent la nécessité de faire plus notamment en matière d'éducation, cette annonce apparaît comme une nouvelle agression contre la jeunesse et le pays tout entier. Déjà des suppressions de postes sont annoncées pour la prochaine rentrée alors qu'il en faudrait beaucoup plus pour répondre vraiment aux besoins. Un motif de plus pour se mobiliser contre cette droite revancharde. Les fédérations de l'Éducation nationale annoncent déjà une grève pour le mois de septembre et à des rassemblements unitaires le 6.

Nouvelle constituante

Lors de sa réunion nationale de mai dernier, la Gauche communiste a adopté une déclaration par laquelle elle s'est prononcée pour une Constituante anticapitaliste. « Victoire du Non le 29 mai 2005... Révolte des banlieues en novembre... Formidable mouvement contre le Cpe au printemps 2006... La grande majorité du peuple de France rejette les contre-réformes ultra-libérales que des « élites » auto-proclamées, à droite et à gauche, prétendent imposer au pays, au nom de la nécessaire adaptation à la mondialisation. La grande question qui est maintenant posée est de donner une perspective politique à ce mouvement. (...) L'heure est à la mise en chantier d'une nouvelle Constituante, préparée à travers des ateliers populaires, dans l'ensemble du pays, pour une nouvelle République, sociale et démocratique capable de s'affranchir de la domination capitaliste. Sans en avoir discuté au Congrès ni débattu au Comité national, le comité exécutif du Pcf vient de se rallier un texte signé par quelques personnalités (José Bové, quelques dirigeants de la Lcr, Mars, alternative citoyenne...) qui se prononce pour des candidatures unitaires en 2007 et 2008. Mais cet appel qui dénonce le libéralisme et déclare ne pas vouloir s'engager dans un gouvernement dominé par le social libéralisme, ne dit rien du contenu d'une autre politique, capable de transformer la société. Or à faire passer la question des candidats avant celle du programme, on va vers l'éparpillement, l'échec et cela ne peut que faire le jeu du Ps. Les discussions avec les uns et les autres, à la gauche du Ps, n'ont de sens que si elles permettent une convergence autour d'objectifs de lutte clairs et rassembleurs. C'est comme ça que pourra s'affirmer une vraie gauche, capable de battre en brèche l'absentéisme et l'extrême droite et de renouer avec le monde du travail, les milieux populaires, la jeunesse, l'immigration... »

Participez à votre journal... ... Devenez correspondant.

Bonnet blanc et blanc bonnet

Un sondage de Bva sur la sécurité montre que 47 % des Français jugent que les idées de Ségolène Royal et de Nicolas Sarkozy en matière de lutte contre l'insécurité ne sont pas différentes ou si peu. Pour autant, ils font plus confiance à la droite (43 %) qu'à la gauche (31 %) pour lutter contre l'insécurité. On préfère souvent l'original à la copie !

Royal ne choque pas tout le monde

Dans une déclaration du début juin, André Gerin, député maire de Vénissieux (69), affirme que les propos de Ségolène Royal sur la sécurité ne le choquent pas. Elle a, affirme-t-il : « mis les pieds dans le plat sur les questions de sécurité. Au vu du tintamarre qu'elle a provoqué et des critiques qui fusent de toutes parts, je suis tenté de me déclarer solidaire ». Il conclut son propos en soulignant la nécessité « d'imaginer des mesures inédites et inattendues dans la perspective des échéances de 2007. Tous les partis sont au pied du mur pour sortir la France de l'impasse politique ».

« Regrettable »

Marie-George Buffet, secrétaire nationale du Pcf juge « regrettable » la candidature annoncée par Olivier Besancenot de la Lcr aux présidentielles affirmant que « La Lcr s'est mise hors du rassemblement encore une fois, je le regrette ».

Raoult choqué

Le député-maire du Raincy, Éric Raoult, est un peu coincé. Il vient de déclarer dans un collège de sa ville : « On ne peut pas, dans les écoles de France, être partagé entre d'un côté le voile et, de l'autre, le string. Ces tenues ne seraient même pas permises dans une discothèque ». Choqué par les tenues vestimentaires de l'été des jeunes collégiennes et lycéennes, il a poursuivi sur M6 : « Il ne s'agit pas de retourner 30 ans en arrière à l'ordre moral mais, entre le Père « la pudeur » et le Père « fouettard », je dis attention. L'attention à la pudeur et l'incitation à la débauche, ce n'est ni Éric Raoult ni Ségolène Royal qui les ont inventés. C'est inscrit dans le Code pénal, et il faut éviter de les banaliser ». On connaît le vieil argument : « si elles sont violées, ce sera bien de leur faute ».

ENCORE !

63 partis communistes contre la guerre en Irak

Le 18 mars dernier, à l'occasion du troisième anniversaire de l'invasion de l'Irak par les troupes des États-Unis et de leurs alliés, soixante-trois partis communistes du monde entier ont adopté une déclaration commune. Dans cette déclaration, ils réaffirment « le droit légitime du peuple irakien à résister à l'occupation ». Ils renouvellent leur appel à la solidarité avec la résistance, dénoncent les autres menaces d'intervention impérialistes dans la région, réclament le retrait de toutes les forces d'occupation et l'engagement d'une action légale contre les crimes des envahisseurs et pour l'indemnisation du peuple irakien. Parmi les partis signataires, on note la présence de partis communistes de Biélorussie, du Brésil, d'Argentine, de Cuba, l'Akel de Chypre, le Parti communiste grec, portugais, les différents partis russes, le Parti sud africain, celui du Venezuela... Le Pcf ne figure pas parmi les signataires.

Solidarité avec le Ksm

Le gouvernement de la république tchèque menace de mettre hors la loi l'union de la jeunesse communiste (Ksm). Cette menace s'appuie sur ce fait que les jeunes communistes tchèques ont maintenu dans leurs statuts la référence à la pensée de Marx et de Lénine et la perspective d'une transformation radicale de la société dans un sens socialiste. Le ministère de l'Intérieur avait fixé au 4 mars 2006 la date à laquelle les jeunes communistes devaient avoir modifié leurs statuts. La protestation dans le pays et à l'étranger l'a contraint à retarder son ultimatum sans fixer de nouvelle date. C'est un premier succès. Il faut maintenant contraindre le gouvernement tchèque à retirer la loi liberticide qui vise à criminaliser les idées communistes.

Homosexualité : maladie mentale pour les Usa

Un document du département de la Défense états-uniens classe l'homosexualité dans la catégorie des troubles mentaux. Dans une section concernant le renvoi des membres invalides de l'armée, l'homosexualité figure aux côtés de l'arriération mentale et des troubles de la personnalité. L'armée états-unienne est vraiment arriérée !

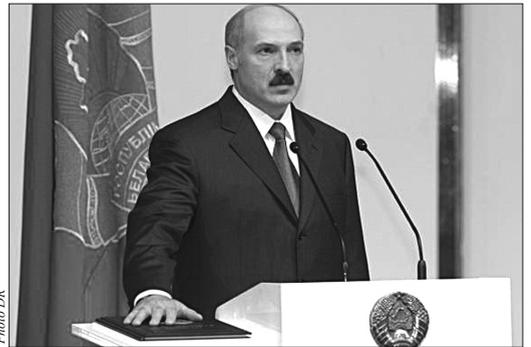
Répression en Kanakie

Le vendredi 9 juin, l'armée française est intervenue de façon particulièrement musclée contre les grévistes et les militants syndicalistes de l'Ustke. Elle a fait usage de tirs de flashball provoquant de nombreux blessés et a même poursuivi les manifestants jusqu'à l'hôpital. 17 militants ont été arrêtés. Une violence totalement disproportionnée par rapport au conflit qui était entré dans sa troisième semaine sans entrave à la liberté de circuler et travailler. Le droit à la grève ne serait-il pas le même sur le territoire national et dans les territoires d'Outremer ?

Biélorussie

Troisième mandat pour Alexandre Loukachenko

À l'issue de l'élection présidentielle biélorusse du 19 mars, l'opposition, vivement soutenue par l'Ue, manque son « assaut » contre le pouvoir en place. Pierre Lévy était sur place.



À l'issue de l'élection présidentielle biélorusse du 19 mars, le président Alexandre Loukachenko a entamé un troisième mandat à la tête de son pays, fort des 83 % que lui ont accordés les résultats officiels (avec un taux de participation de 90 %). Preuve de sa popularité, se réjouissent ses partisans. Preuve que l'élection a été largement truquée, rétorque l'opposition. Paradoxalement, il est possible que les deux affirmations soient vraies simultanément. On peut en effet douter de la totale vraisemblance du score affiché. Si le déroulement du vote proprement dit n'a pas été entaché d'irrégularités manifestes, la pratique du vote anticipé fournit notamment matière aux opposants pour contester la sincérité du scrutin : cette procédure a permis à un tiers des électeurs (personnels de santé, certains fonctionnaires,...) de déposer leur bulletin avant le jour du scrutin proprement dit.

Raisons d'une popularité

Cependant, d'après différentes estimations dont certaines émanent d'organismes dits indépendants (souvent hostiles au régime), le soutien au président se situerait dans une fourchette allant de 50 % à 65 % du corps électoral. Une évaluation qu'admettent certains analystes engagés au sein de l'opposition. A titre

d'explication, ces derniers soulignent que l'administration présidentielle dispose d'un quasi-monopole sur l'information, et que toute voix discordante est implacablement censurée (à noter cependant que la chaîne européenne Euronews, accessible à tous, a par exemple diffusé les images des manifestations qui ont suivi le scrutin). La campagne officielle a permis à chacun des candidats – quatre au total – de disposer de deux fois une demi-heure chacun à la radio et à la télévision. Selon les partisans de l'opposition, cette fenêtre aurait permis au principal candidat de l'opposition, Alexandre Milinkévitch, de recueillir non les 6 % annoncés par la commission électorale, mais 30% des suffrages. Une estimation difficilement vérifiable.

Le premier quotidien du pays, *Sovietskaïa Belarus*, a clairement soutenu la campagne du président sortant. Selon son rédacteur en chef, Pavel Iakoubovitch, la voie choisie par Alexandre Loukachenko, élu une première fois en 1994 puis réélu en 2001, répond au souhait de la majorité des citoyens. Il énumère ses avantages sur le plan social : chômage résiduel (3 % de la population active), santé gratuite, éducation de haut niveau, salaire mensuel moyen désormais à 210 euros contre 80 cinq ans auparavant, place égalitaire des femmes dans la société. Questionné

sur les principales priorités du nouveau mandat du président, M. Iakoubovitch cite trois directions : « la lutte contre la bureaucratie », précisant que le pouvoir « est là pour le peuple, par pour lui-même » ; la création des conditions d'une plus grande indépendance énergétique ; enfin, la rénovation des structures agricoles. Pour sa part, dans un rapport de 2005, la Banque mondiale crédite le pouvoir d'avoir restauré l'économie post-soviétique délabrée (à la différence des autres pays de la Cei), et créé les conditions d'une croissance « réelle et robuste » dont les bénéficiaires « ont été largement répartis au sein de la population ». Les statistiques officielles affichent un Pib en augmentation de 7% en 2005 (11 % en 2004). Pour les partisans du pouvoir, il ne faut pas chercher ailleurs les raisons de la popularité du président.

Électorats distincts

De fait, celui-ci semble jouir d'un soutien sur cette base au sein de l'électorat ouvrier en particulier, ainsi qu'à la campagne, où les conditions de vie restent pourtant très difficiles. L'opposition, quant à elle, paraît recruter principalement des sympathies au sein d'une classe moyenne aux contours d'ailleurs flous, et de la jeunesse notamment étudiante. Elle dénonce avant tout l'absence de libertés publiques et le climat de peur que fait régner un régime qui, selon elle, bafoue la démocratie,

voire n'hésite pas à faire disparaître des personnalités politiques gênantes. Quant à la télévision publique, elle avait largement montré, à travers force documentaires, la situation de chacune des anciennes Républiques soviétiques – Russie comprise ! – sous un jour peu flatteur : chaos économique, désastres sociaux, explosion de la criminalité, violences... S'appuyant sur la réalité, de telles émissions ont eu, selon des responsables de l'opposition eux-mêmes, un grand impact sur l'électorat. Alors, la Biélorussie, havre de paix et d'une vie sinon confortable, du moins décente et protégée de la précarité ? Sergueï Kaliakine, porte-parole du candidat Milinkévitch, est évidemment très loin de partager cette vue idyllique. Pour lui, le pouvoir « n'est pas capable d'assurer une vie normale pour chaque citoyen, dans un pays libre et indépendant ». Le front d'opposition (« Forces démocratiques unies », Fdu) qui soutient Alexandre Milinkévitch comprend un mouvement nationaliste, des sociaux-démocrates, des libéraux, ainsi que le parti des communistes de Biélorussie, dont Kaliakine est d'ailleurs le président ; ce qui ne l'empêche pas de dénoncer le rôle insuffisant du capital privé, et de se satisfaire du soutien actif de l'Ue « à toutes les forces démocratiques ». A noter qu'il existe par ailleurs un « parti communiste biélorusse », représenté au Parlement, mais qui, lui, soutient le président. Longtemps membre du Parti communiste de l'époque

Capitale : Minsk
 Population : 10 280 000 hab.
 Superficie : 207 595 Km²
 Langue : Biélorussien et Russe.
 Fête nationale : 27 juillet (Indépendance)
 Monnaie Nationale : Rouble Biélorusse
 Fuseau Horaire : GMT + 2
 Climat : Continental

Biélorussie

soviétique, ce dernier se veut désormais « au dessus des partis ».

« La loi et Dieu »

Bien qu'en principe unifiée, l'opposition avait cependant un candidat dissident en la personne du social-démocrate Alexandre Kozouline, l'ancien recteur de l'Université d'Etat. Enfin, le quatrième concurrent, Sergueï Gaïdoukévitch, ancien colonel, faisait figure, selon les partisans de M. Milinkévitch, d'« opposition de sa majesté », justifiant la poli-

tique présidentielle, et plaçant simplement pour un peu plus d'initiative privée. Il représentait le parti libéral-démocrate, le mouvement frère de la formation de l'extrémiste de droite russe Vladimir Jirinowski. MM. Kozouline et Gaïdoukévitch ont été respectivement crédités de 2,3 % et 3,5 % des suffrages. Au delà de la présente élection présidentielle, le Fdu et son candidat Milinkévitch ont-ils un avenir ? Certainement prédit un analyste, lui-même activement engagé dans l'opposition, qui mise sur une victoire

dans cinq ans. Le même admet cependant que celle-ci n'a pas vraiment un programme précis, si ce n'est le plus petit dénominateur commun : instauration de « l'État de droit » et promotion de la « liberté économique ». Mais il reconnaît dans la foulée que si l'on mettait vraiment en œuvre cette dernière, les réformes nécessaires seraient « hyper-impopulaires », avec des licenciements massifs « dans les trois mois ». Pour sa part, Alexandre Loukachenko, répondant au lendemain du scrutin à une question sur d'éventuels man-

ats ultérieurs, n'a pas hésité à affirmer, au grand dam de ses adversaires : « *je serai président aussi longtemps que le peuple biélorusse le voudra* ». Ce à quoi Alexandre Milinkévitch rétorquait, à l'issue du rassemblement du 25 mars : « *Nous avons lancé le premier assaut contre la forteresse de ce régime. (...) La loi et Dieu sont avec nous (...). Nous n'allons pas attendre cinq ans pour lancer un nouvel assaut, nous le ferons bientôt* ».

Pierre Lévy

EN PLUS...

Étudiants grecs en grève

Depuis plusieurs semaines, les étudiants grecs sont en grève. 354 académies sont occupées et la répression exercée par la police sur la manifestation du 8 juin rappelle les pires heures de la dictature des colonels. Le gouvernement a en effet décidé de modifier sa constitution pour permettre la privatisation de l'enseignement universitaire. Il prépare également une loi qui va permettre la création d'établissements universitaires privés. Tout cela pour plaire à l'Omc et à l'Union européenne. Le silence des médias chez nous est éloquent. On ne veut pas trop faire savoir que la contestation des directives européennes ne se limite pas à notre pays.

Solidarité Palestine

« *La situation des enfants, des familles, des malades hospitalisés devient de plus en plus préoccupante* » selon l'Union des comités de secours médical palestinien et « *75 % des Palestiniens risquent de vivre sous le seuil de pauvreté, contre 60 % aujourd'hui* ». Le Secours populaire français lance un appel pressant à la solidarité (<http://www.secourspopulaire.fr>).

Mao Intouchable

Le portrait de Mao Zedong qui avait servi de modèle à celui accroché au-dessus de la porte Tian'anmen n'a pas été vendu aux enchères à Pékin comme prévu, le 3 juin dernier. Le gouvernement chinois a annulé la vente de cette œuvre estimée à un ou un million deux cent mille yuans (100 000 à 120 000 euros). Ce portrait avait été commandé en 1949 par le Bureau politique du Parti communiste chinois. Après un concours auquel ont participé une trentaine d'artistes, c'est le tableau du peintre Zhang Zhenshi, nommé en 1950 peintre en chef des portraits de Mao (aujourd'hui exilé aux Usa), qui avait été retenu. Les icônes ont la vie dure !

TENTEZ L'ABONNEMENT COMME CADEAU

L'Europe contre les clandestins

L'Union européenne va consacrer 15 millions d'euros pour financer les vols charter communs aux 25 pour expulser les clandestins. 20 000 clandestins ont été rapatriés en 2004 alors que 600 000 avaient l'objet d'un arrêté d'expulsion. C'est sans doute cela l'Europe sociale !

Dix ans pour Daewoo

L'ancien patron du géant sud-coréen Daewoo, Kim Woo-chong, a été condamné à dix ans de prison par la justice de son pays pour fraude et détournement de fonds en liaison avec la faillite retentissante de son empire en 1999. Il est également condamné à rembourser la somme astronomique de 22,5 milliards de dollars et à verser une amende d'une dizaine de milliers de dollars. Il est accusé d'avoir gonflé les actifs du groupe. Il encourrait une peine de prison à perpétuité mais enfin, c'est quand même un patron !

Connivences décomplexées et ambitions dissimulées



Photo DR

La scène se passe au soir du mardi 21 mars, au centre de Minsk. Quelques centaines de jeunes opposants continuent de contester l'élection du président biélorusse.

Entourés d'une nuée de journalistes, cinq ambassadeurs de pays de l'Ue font leur apparition. L'un des diplomates indique qu'il s'agit de « vérifier si le droit constitutionnel de manifester est bien respecté ». Un autre ironise sur la liberté de la presse biélorusse. La petite troupe est conduite par la chef de la diplomatie lettonne. Un pays expert en matière de droit de manifestation : cinq jours plutôt, la « journée du légionnaire » avait rassemblé à Riga plusieurs centaines de per-

sonnes rendant hommage aux anciens Waffen SS lettons. Son collègue italien, quant à lui, symbolisait certainement le légendaire respect que nourrit Silvio Berlusconi pour une presse écrite et audiovisuelle totalement indépendante. Mais c'est probablement le représentant de la France à qui il faut décerner la palme du sens de l'opportunité : sa présence visait probablement à suggérer au gouvernement de Minsk d'« entendre la rue », au moment même... où Dominique de Villepin assurait qu'il maintiendrait le Cpe quoi qu'il arrive. L'épisode n'est pas seulement grotesque, il est surtout sans précédent dans les annales diplomatiques. Il marque un pas gravissime dans le sens souhaité par les croisés de l'ingérence de tous chez tous – en réalité des puissants chez les petits. Est-il nécessaire d'être un inconditionnel du président biélorusse pour mesurer les extraordinaires dangers d'une telle escalade contre le principe de la souveraineté des Etats (principe sur lequel fut initialement fondé l'Onu) ? Cette escalade s'inscrit dans la voie tracée par Condoleezza Rice qui, lors

d'un précédent sommet atlantique en appela ouvertement au renversement du régime en place à Minsk. Qui dès lors s'étonnerait que l'autre pôle de « l'Arc du Bien » ne joue pas sa partition, avec en inévitable premier violon Javier Solana, Haut-Représentant de l'Ue, téléphonant au candidat Milinkévitch pour assurer les manifestants de son soutien ?

Il suffit de regarder une carte d'Europe

Parmi les griefs imputés à l'administration présidentielle figure le trucage des élections. Il convient à ce propos de faire trois constats : tout d'abord, les accusations de fraude ont été formulées, de manière certaine et péremptoire, plusieurs semaines avant que le scrutin n'ait lieu ; ensuite, certains « observateurs » de l'Osce, réputés impartiaux, ont travaillé dans la collusion la plus étroite avec des représentants de l'opposition – on peut ici en apporter un témoignage direct et formel ; enfin, et surtout, s'il est permis de douter qu'Alexandre Loukachenko ait effectivement obtenu les 83 % que lui attribue la commission électorale, les chancelleries occidentales savent mieux que personne que ce dernier continue à jouir d'un soutien populaire majoritaire. Si les dirigeants occidentaux avaient pour but de contribuer à une « démocratisation » et

à une « ouverture » du pays, ils favoriseraient les contacts et les coopérations dans tous les domaines – scientifiques, culturels, commerciaux... Or ils font exactement l'inverse, à travers la recherche d'un isolement croissant de la Biélorussie. Pour comprendre les enjeux réels, il suffit de regarder une carte d'Europe. De la mer Blanche à la mer Noire, les voisins occidentaux de la Russie sont ou ont tous basculé dans le camp atlantique. Tous sauf un : la Biélorussie. Moscou entretient des relations étroites avec Minsk (même si celles-ci ne sont pas toujours sans nuage), pour des raisons historiques, économiques et culturelles évidentes. Si, par hypothèse, étaient mis en cause les liens commerciaux, industriels, énergétiques mais aussi militaires entre les deux pays, alors les géostratégistes occidentaux pourraient se prévaloir d'une victoire majeure dans leurs ambitions naguère décrites par l'ancien conseiller du président Carter, Zbigniew Brzezinski. Comme l'explique doctement un expert de la fondation américaine Heritage, « *les militaires russes considèrent toujours l'Otan comme un ennemi potentiel* ». C'est vrai : on se demande bien où les Russes vont chercher tout cela.

P. Lévy

EN MARGE !...

7 ans d'impayés au Musée

Le Musée d'Art moderne de Sao Paulo s'est retrouvé dans le noir en raison de factures impayées depuis sept ans. Des générateurs ont dû être installés d'urgence pour qu'il continue à fonctionner. La compagnie Electropaulo a coupé l'électricité réclamant 1,3 millions de dollars. Le musée est resté fermé une journée alors qu'il accueille une exposition de l'impressionniste Edgar Degas et abrite plus de 7 500 œuvres d'artistes parmi lesquels Van Gogh, Monet et Picasso. Souhaitons qu'un accord soit rapidement trouvé entre la compagnie d'électricité et le Musée.

Le cannabis des députés

Les 200 élus du Parlement finlandais ont reçu par la poste une graine de cannabis accompagnant une lettre anonyme qui leur demandait de légaliser la consommation de cette drogue. Les graines ont, nous dit-on, été confiées à la police. 20 % des Finlandais de 15 à 34 ans déclarent avoir fumé au moins une fois du cannabis pour 35 % de Français, mais deux ans de prison ferme sont prévus en cas de consommation dans ce pays.

Où sont les riches ?

Les trois personnes les plus riches du monde sont aussi riches que les 48 pays les plus pauvres. Les avoirs des 84 personnes les plus riches dépassent le produit intérieur brut de la Chine avec ses 1,2 milliards d'habitants. Les 225 personnes les plus riches disposent d'une fortune équivalente au revenu annuel cumulé des 47 % d'individus les plus pauvres de la planète, soit plus de 3 milliards de personnes. Selon le Programme des Nations unies pour le développement qui dévoile ces chiffres, il suffirait de moins de 4 % de la richesse cumulée de ces 225 plus grosses fortunes mondiales (environ 1 000 milliards de dollars) pour donner à toute la population du globe l'accès aux besoins de base et aux services élémentaires tels que la santé, l'éducation, l'alimentation. Ça ne tourné pas rond !

Faim en Afrique

Plus de 300 000 enfants risquent de mourir de faim cette année en Afrique de l'Ouest si la communauté internationale ne se mobilise pas pour financer une aide alimentaire suffisante. Selon l'Onu, il faudrait 92 millions de dollars pour nourrir plus de 5 millions de personnes qui risquent de souffrir de malnutrition dans quatre pays du Sahel : le Niger, le Burkina Faso, le Mali et la Mauritanie.

Ils sont fous ces religieux !

L'ancien Grand rabbin séparadiste d'Israël, Mordechai Eliyahou, a promulgué un édit obligeant les parents à amputer les poupées de leurs enfants d'un bras ou d'une jambe. Il s'appuie pour cela sur l'interdiction stipulée dans la bible de créer ou posséder une idole. Selon lui, si l'enfant possède un ours ou un chien en peluche, il faut lui ôter une oreille ou un œil. Coup dur pour les enfants mais heureusement les édits n'ont pas valeur juridique en Israël.

Élections palestiniennes

Respecter la démocratie

Au moment où l'armée israélienne poursuit son agression barbare contre la population de Gaza et du Liban, *Le Manifeste* publie deux entretiens avec des responsables palestiniens. Bruno Drweski a rencontré à Damas Khaled Mechaal, chef du Mouvement de la résistance islamique palestinien (Hamass) qui a gagné les élections et Patricia Latour a interrogé Abou Ahmed Foued, membre du Bureau politique du Fplp (Front populaire de libération de la Palestine) en Tunisie.

Engager dès à présent le dialogue

Quelle est à votre avis la signification de la victoire électorale du Hamass ?

Khaled Mechaal : La victoire de notre mouvement témoigne des grands changements qui se produisent au sein de la Communauté musulmane (« Umma »). Tous les pays ayant des intérêts dans le monde arabo-musulman devront tenir compte de ces mutations en cours. Notre communauté musulmane est fatiguée par toutes les politiques successives de domination de la part des puissances occidentales. Nous voulons désormais témoigner de notre personnalité, reprendre le fil du développement, car nous sommes assoiffés de liberté et de démocratie. Nous allons nous engager avec joie.

Les USA doivent savoir que rien ne peut arrêter cette évolution et le plus tôt sera le mieux. La France, qui a une longue expérience du monde arabe, doit aussi le comprendre et retrouver son indépendance face aux États-Unis. Cet objectif est important pour l'avenir de notre région.

Avant que vous ne proclamiez une trêve armée unilatérale et non respectée par l'occupant, votre mouvement a tué de nombreux civils israéliens lors d'une cinquantaine d'attentats au cours de la seconde intifada.

K. M. : Il ne s'agit pas d'attentats contre de vrais civils. Vous devez faire une différence entre la résistance et le terrorisme. Les Européens qui ont connu l'occupation sont en mesure de faire la différence. La France, elle aussi, a résisté à l'occupation et ses résistants ont été accusés de terrorisme par la propagande de l'occupant. Nous avons été victimes de crimes, de massacres, de déportations, les lieux saints chrétiens et isla-

miques sont occupés et menacés.

Notre droit à résister est donc naturel et légitime. Nous nous sommes limités de façon sélective à combattre uniquement l'occupation et les personnes liées à elle. Nous n'avons même jamais combattu hors du territoire de la Palestine occupée, y compris nous ne nous sommes pas attaqués aux États-Unis, pourtant directement engagés dans l'appui à l'occupant israélien. Il faut que les pays occidentaux révisent leur analyse sur ce qui se passe en Palestine. La France, par exemple, a une tradition de combat pour la justice et la liberté. Nous apprécions ses traditions révolutionnaires. Pourtant même elle, quand elle aborde la question d'Israël, elle oublie ses propres principes et devient volontairement prisonnière de la propagande sioniste.

Pourquoi n'a-t-on pas mis Israël sur la liste des organisations terroristes ? Qui tue les enfants palestiniens, les vieillards ? Qui détruit leurs maisons, arrache nos arbres ? Pourquoi ce double langage, ce comportement de deux poids deux mesures ? Cela suscite la colère de l'ensemble de la communauté musulmane dans le monde, et c'est Israël qui constitue le véritable terrain du terrorisme international.

Comment pensez-vous que l'on pourra rompre avec le cycle de la violence ?

K. M. : Depuis dix ans, nous répétons inlassablement que si Tel-Aviv cesse ses assassinats, alors nous reconsidérerons nos propres choix. Les Occidentaux doivent commencer par réviser leur propre vocabulaire, les concepts qu'ils utilisent. Il faut que les Européens modifient leur perception du monde arabe en introduisant l'équité et en ces-



sant d'appliquer le principe du deux poids deux mesures. C'est seulement ainsi que l'on pourra tendre vers une compréhension réciproque. Le peuple palestinien est naturellement tolérant. Notre pays est le berceau de trois religions. Avant l'occupation sioniste, les Juifs vivaient parmi nous. Les Juifs ne nous posent aucun problème, le problème ce sont les colons sionistes. Nous sommes musulmans comme les Occidentaux sont chrétiens. Lors des dernières élections, le Hamass a fait alliance avec des chrétiens, et un de nos députés, Hussein Al Tawil, est chrétien. A Ramallah, lors des élections municipales, nos conseillers municipaux ont voté pour un maire qui est une femme chrétienne, (ndrl : militante du Front populaire de libération de la Palestine, d'obédience marxiste. Une coalition du même type est au pouvoir à Bethléem. Tous les observateurs extérieurs sont d'accords pour reconnaître le souci du pluralisme manifesté par les élus du Hamass). Le saint Coran nous oblige sans aucune équivoque à la tolérance en matière de conception du monde. Il y est dit : « nulle contrainte en religion ».

peuple arabe de Palestine. Les groupes qui refusent la sanction des urnes sont tout à fait minoritaires. Ils n'ont aucune chance de forcer les choses. Les Arabes détestent toutes les occupations et ingérences étrangères. C'est cela que les grandes puissances occidentales ont du mal à accepter. Le rejet de la domination extérieure est un sentiment qui partage tout peuple libre. C'est une loi naturelle, et c'est pourquoi les États-Unis sont condamnés à l'échec, en dépit de toutes leurs tentatives de pressions et de provocations. Les caricatures visant notre prophète alimentent en fait le ressentiment existant dans le monde arabe face au néo-colonialisme. Leur objectif est de creuser un fossé de haine infranchissable. Nous sommes très conscients de cette stratégie. Mais l'intérêt des peuples européens et occidentaux n'est à l'évidence pas de s'engager dans une telle impasse. Le réalisme et le pragmatisme les pousseront à s'ouvrir vers nous tôt ou tard. Je propose que nous ne perdions pas de temps pour aboutir à cela. Engageons dès à présent le dialogue auquel personne ne pourra en définitive échapper !

Certains évoquent le spectre d'une guerre civile inter-palestinienne ?

K. M. : Aucune puissance ne parviendra à briser l'unité du

Propos recueillis par Bruno Drweski

Élections palestiniennes

À CÔTÉ AUSSI !

Écouter les citoyens et pas seulement les États

Qu'est-ce que le Fplp ?

Abou Ahmed Foued : Le Fplp est une organisation marxiste-léniniste qui a été créée en 1967. Cette organisation est la continuation du mouvement des nationalistes arabes fondé en 1952 par Georges Habache représentée dans tout le monde arabe. Le Fplp défend l'idée que la Palestine fait partie du monde arabe. L'implantation d'Israël dans le monde arabe et en son sein s'est faite au service de l'impérialisme Us, Israël est comme la fille aînée des Usa. Nous travaillons pour trouver des solutions réelles vers l'indépendance de la Palestine démocratique où Palestiniens et juifs puissent vivre dans l'égalité et dans la liberté. Nous concevons que c'est la seule solution. Mais dans le contexte actuel, nous pensons qu'une telle solution est momentanément irréalisable ; aussi nous proposons la constitution d'un État palestinien et arabe en Jordanie et à Gaza jusqu'aux frontières du 4 juin 1967 avec pour capitale Jérusalem (Al-Qods en arabe).

Le résultat des dernières élections nationales palestiniennes a surpris et inquiété les États de nombreux pays. Depuis, la situation des Palestiniens est encore plus difficile. Quelle est la position et l'attitude du Fplp face à cette situation nouvelle ?

A. A. F. : Depuis longtemps, le Fplp demande que la démocratie soit appliquée pour tous les Palestiniens. Or notre peuple ne vit pas seulement en Palestine. Cinq millions de réfugiés palestiniens sont parsemés partout dans le monde. Il est toujours prévu que l'Organisation de libération de la Palestine (Olp) est le seul représentant législatif pour la Palestine. Le Conseil national palestinien est le Parlement de tout le peuple palestinien qui compte plus de dix millions de personnes. Or notre Parlement est divisé en deux sections, une au sein de la Palestine actuelle avec 132 députés, l'autre qui représente les Palestiniens vivant à l'extérieur qui devrait avoir 168 députés. Les dernières élections n'ont concerné que 132 députés, les 168 autres attendent encore d'être élus. Nous reconnaissons que les dernières élections étaient démocratiques et le peuple y a participé massivement. C'est le Hamas qui a bien remporté

ces élections. Pour plusieurs raisons. Le gouvernement palestinien, à notre sens, a commis plusieurs erreurs de différentes sortes. Politique, en signant les accords d'Oslo nuisant à l'intérêt des Palestiniens et que la majorité du peuple refuse. L'autre raison est que le Fatah et l'autorité palestinienne n'ont pas, durant ces dernières années, défendu vraiment la cause palestinienne. Et la corruption politique, financière et sociale s'est développée. La majorité



Photo DR

du peuple palestinien a voté pour le changement en votant pour le Hamas. Ce vote n'a pas de raisons religieuses, il est l'expression démocratique des choix du peuple palestinien.

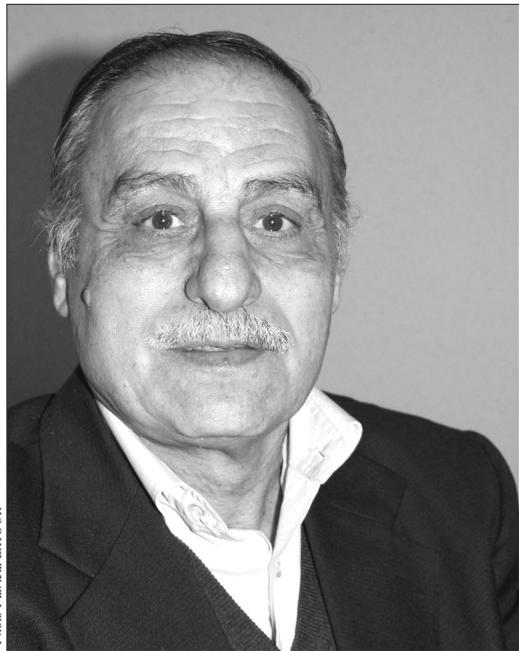


Photo Patricia LATOUR

Comment s'est manifestée la présence du Fplp aux dernières élections ?

Ne craignez-vous pas tout de même que ces élections remettent en cause l'esprit laïque de l'État palestinien ?

A. A. F. : Sur le plan idéologique, le Fplp n'est pas d'accord avec le Hamas, comme c'est le cas avec l'ensemble des organisations ou partis islamiques ou islamisants. Par contre, nous sommes d'accord avec le Hamas sur la nécessité de poursuivre la lutte. C'est souvent comme cela, vous le savez bien, dans le cadre d'une lutte de libération nationale. Nous ne partageons pas les orientations du Hamas sur les problématiques sociales et surtout sur la libération de la

lutte pour la réalisation de notre but qui est la constitution d'un État palestinien. Aujourd'hui, nous demandons l'application équitable de tous les traités et résolutions de l'Onu. Surtout la résolution 194 qui permet aux réfugiés palestiniens de rejoindre leur patrie comme la résolution 181 qui demande la coexistence de deux États : palestiniens et israélien.

L'Europe et les USA ont toujours été pour l'application des résolutions de l'Onu pour tous les pays. Pourquoi y aurait-il un veto sur celles qui concernent Israël et la Palestine ? Israël serait-il un État au-dessus de la loi ? Cet État ne cesse de suivre une politique de terrorisme contre le peuple palestinien, il dispose de tout un arsenal d'armes nucléaires et refuse d'appliquer les traités interdisant leur prolifération, au vu et au su de l'impérialisme Us.

Qu'attendez-vous de la solidarité internationale ?

A. A. F. : Comme Fplp, nous essayons de rassembler toutes les organisations internationales en un front contre la marchandisation, contre la mondialisation dominée par l'impérialisme états-unien. L'hégémonie de l'impérialisme Us va se poursuivre dans le but de mettre la main sur l'ensemble du monde, y compris de l'Europe, à travers le contrôle des sources d'énergie. Le monde entier devra se plier aux exigences Us pour avoir du pétrole. C'est donc ensemble qu'il nous faut lutter. Nous vous demandons de continuer à visiter les territoires occupés pour partager la souffrance de notre peuple, nous demandons à la gauche française d'apporter un soutien total aux Palestiniens. Nous souhaitons que ces forces européennes expliquent à leur peuple la réalité et les raisons de fond du conflit et surtout les crimes commis par le sionisme. Les citoyens français et européens doivent écouter les citoyens arabes et pas seulement les États.

Propos recueillis par Patricia Latour

Cd de catéchisme pornographique

Un Cd-rom d'enseignement du catéchisme distribué aux élèves d'un lycée d'Osijek en Croatie comportait aussi une publicité présentant des images d'un film pornographique caché dans un dossier intitulé « incitations spirituelles ». L'enseignement du caté est-il si ennuyeux qu'il faille y mettre un peu de piquant ?

Schröder se recycle

L'ex-chancelier allemand Gerhard Schröder vient de prendre la direction du consortium chargé de mener à bien le projet russo-allemand de gazoduc sous la Baltique. Celui que l'on surnommait « l'ami des patrons » ne devrait pas avoir de grandes difficultés à vivre puisque ses émoluments s'élèvent à 250 000 euros par an. D'autant qu'il est aussi conseiller de l'application équitable de tous les traités et résolutions de l'Onu. Surtout la résolution 194 qui permet aux réfugiés palestiniens de rejoindre leur patrie comme la résolution 181 qui demande la coexistence de deux États : palestiniens et israélien.

Retrait des troupes françaises d'Afghanistan

À deux reprises au cours du mois de mai, les services du ministère de la Défense ont annoncé que des soldats français avaient été tués en Afghanistan. Régulièrement, malgré un certain silence médiatique sur ce qui se passe actuellement dans ce pays, la presse fait état de combats et aussi des exactions auxquelles se livrent les forces d'occupation. Comme quand les Américains ont tiré sur la foule, faisant quatre morts. Il serait grand temps que les communistes et les forces progressistes en France se fassent entendre, au parlement et dans le pays, pour réclamer le retrait des troupes françaises d'Afghanistan. Sans attendre, *Le Manifeste* lance une pétition dans ce sens.

Enfants d'Haïti

Un enfant sur huit mourra probablement avant l'âge de 5 ans selon un rapport publié par l'Unicef. Ce pays, parmi les plus pauvres du monde, souffre de la mortalité infantile la plus élevée de l'hémisphère ouest. A peine plus de la moitié des enfants sont vaccinés contre la rougeole. 2 % de toutes les naissances en Amérique latine et dans les Caraïbes ont lieu en Haïti mais aussi 20 des décès d'enfants en dessous de cinq ans.

Pollution du Yangtse

La pollution du plus long fleuve de Chine et du troisième du monde devient si préoccupante qu'elle menace l'approvisionnement en eau potable de Shanghai, la plus grande ville du pays. Le nombre d'espèces animales est déjà passé de 126 au milieu des années 80 à 52 en 2002. Le tiers de la pollution vient des engrais chimiques, des pesticides et autres rejets agricoles, le reste venant des villes, du secteur industriel et des bateaux. Les experts estiment à 25 milliards de tonnes les déchets déversés dans le fleuve chaque année. Les nappes souterraines sont déjà polluées dans 90 % des villes chinoises et plus de 70 % des rivières et des lacs le sont également.

EN BREF

Mensonges sur Fidel

Dans la publication qu'elle fait du palmarès des milliardaires de ce monde, la revue Forbes épingle Fidel Castro comme le détenteur de la 7^e fortune du monde avec 900 millions. Pour justifier cette affirmation sans fondement, la revue dirigée par un anticastroïste notoire déclare : « Nous estimons qu'il exerce un contrôle économique sur un réseau d'entreprises publiques ». À ce compte, Chirac, qui n'a pas encore complètement liquidé le secteur public français, est sans doute l'homme le plus riche de la planète. On comprend mal pourquoi, il privatise à tout va, ce qui, d'après Forbes, devrait le faire passer dans les catégories des plus pauvres !

Test illégal au Nigeria

Le laboratoire états-unien Pfizer a enfreint la législation internationale en 1996 en testant, lors d'une épidémie, un médicament interdit sur des enfants atteints d'affections cérébrales. Cinq enfants sont morts après avoir été traité avec un antibiotique expérimental, le Trovan, et d'autres souffrent d'arthrite. Les experts médicaux nigériens qui viennent seulement de rendre le rapport, toujours confidentiel, affirment que l'utilisation de ce médicament interdit par les autorités européennes n'a jamais été autorisée par le gouvernement du Nigeria. Mais, profit oblige !

La ministre viole le code

Un journaliste a découvert que le propre magasin de la ministre polonaise du travail, Anna Kalata du Parti populiste Samoobrona (autodéfense), violait nombre de dispositions du code du travail qu'elle est censée faire appliquer. Travail au noir, contrat douteux pour un salaire de misère, heures supplémentaires non payées, non respect des normes sanitaires et combines pour tromper les inspections légales sont monnaie courante dans le magasin qu'elle a fondé à 15 km de Varsovie. Bel exemple !

Motus et bouche cousue

Deux Bulgares condamnés à perpétuité se sont cousu la bouche et ont entamé une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention. L'un d'entre eux les a décousus pour être interrogé par une télévision. Les conditions de détention en Bulgarie sont particulièrement indignes et souvent critiquées par les organisations de défense des droits de l'homme bulgares et étrangères.

Le désert avance

L'avancée inexorable des déserts menace plus du tiers de la surface de la terre, soit 4 millions d'hectares. L'Unesco organisait une conférence sur ce sujet à Tunis à la mis juin et ne désespère pas venir à bout de ce fléau qui menace 1,2 milliards de personnes dans 110 pays. Un élan de solidarité peut permettre d'affronter les grandes menaces écologiques. Des propositions sont soumises à un sommet des chefs d'État et de gouvernement prévu en octobre en Algérie.

Chili

Respecter les droits des Mapuches

Depuis des siècles, le peuple mapuche est dominé et asservi. Une loi de Pinochet est encore utilisée pour les empêcher d'exister et de s'exprimer. La presse se fait peu l'écho de la lutte opiniâtre de ce peuple que salue *Le Manifeste*.



Photo DR

Les prisonniers politiques Mapuches, Juan Huenulao, Jaime et Patricio Marileo et l'étudiante Patricia Troncoso, ont mis un terme à la grève de la faim qu'ils maintenaient depuis soixante quatre jours. Les quatre prisonniers politiques sont en prison depuis août 2004, accusés de l'incendie de plusieurs hectares de bois, dans les territoires qu'ils revendiquent et qui ont été usurpés légalement par la multinationale forestière Mininco.

Répression sauvage pendant dix-sept ans

Le peuple mapuche – 600 000 personnes, selon le recensement de 2002 – l'une des composantes de la nation chilienne, a été maintenu depuis des siècles dans une situation de domination et de sujétion. Au début, par les conquistadors espagnols, ensuite, par les gouvernements chiliens successifs. En 1881, l'armée chilienne les a refoulés plus au sud et plusieurs milliers de Mapuches ont dû échapper aux massacres en traversant la cordillère. Ils se sont installés

en Patagonie argentine. La « grande guerre de plus de trois siècles de mes Pères Araucans », dont parlait Neruda, a pris fin seulement il y a un peu plus d'un siècle. Mise à part les trois ans du gouvernement du président Allende, période dans laquelle, ses revendications ont été entendues, le peuple Mapuche, dont le territoire historique se trouve au sud du fleuve Bio-Bio, à 500 km au sud de Santiago, a souffert d'une répression particulière-



Photo DR

Paysans mapuches (Photo DR)

ment sauvage pendant les dix-sept ans de dictature. C'est en vertu d'une loi datant de l'époque de Pinochet, dite loi antiterroriste, que les Mapuches ont été réprimés par les gouvernements de la Concertation, la coalition socialiste/démocrate-chrétienne au pouvoir. Les occupations de terres et d'autres actions revendicatives ont été criminalisées, malgré la pro-

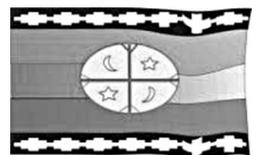
messe faite par la présidente M^{me}. Bachelet durant sa campagne, de ne pas utiliser cette loi contre les Mapuches. Ils ont été jugés et rejugés trois fois, à la demande du procureur et sur la base d'accusations de témoins masqués à la voix déformée pour empêcher leur identification.

Soutenir les Mapuches en restant vigilant

Les quatre Mapuches ont annoncé au cours du mois de mai qu'ils refusaient désormais de boire de l'eau. Le mouvement a trouvé un grand écho au Chili et à l'étranger, malgré le *block-out* décrété par la presse officielle. En visite en Espagne et en Autriche, Michelle Bachelet, a été interpellée par les associations mapuches, les ressortissants chiliens de la coalition de gauche Juntos Podemos Mas et par diverses personnalités. A Madrid, José Saramago lui a rappelé ses promesses et lui a dit devant un public interloqué que les Mapuches étaient « les vrais Chiliens du Chili ». Le gouvernement chilien avait été déjà mis en question le 17 novembre 2003 par le rappor-

teur spécial de l'Onu, Rodolfo Stavenhagen, qui lui a demandé de mettre fin aux discriminations et à la militarisation du territoire mapuche et de ratifier instamment la Convention n° 169 de l'Oit sur les peuples indigènes et tribaux. De son côté, la Fidh, dans son rapport du mois d'avril 2006 a condamné aussi la politique répressive suivie par le gouvernement chilien à l'encontre des Mapuches. D'autre part, le 10 mai, il a été présenté au Parlement européen, une proposition de résolution condamnant le gouvernement chilien pour les atteintes contre les droits des Mapuches. La proposition demande la liberté immédiate de tous les prisonniers politiques et la reconnaissance constitutionnelle du peuple mapuche. Le gouvernement de M^{me} Bachelet a donc été dû envoyer lundi 15 mai un projet de loi au Parlement – l'évêque de la ville de Temuco et le vice-président du Sénat servant de garants – qui décrète la liberté conditionnelle de tous les prisonniers politiques mapuches condamnés en vertu de la loi antiterroriste. Les grévistes de la faim ont suspendu leur grève mais demandent aux associations et aux partis de gauche qui les soutiennent de rester vigilants.

Paco Peña



Drapeau Mapuche

Le Chili en chiffres

Intitulé officiel : République du Chili
 Superficie : 756 945 km²
 Population : 15 402 000 habitants
 Capitale : Santiago
 Peuples et ethnies : métis 90%, Indiens 5%, population d'origine européenne 5%
 Langues : espagnol et langues indigènes (aymara, mapuche, rapa nui)
 Religions : catholiques (à plus de 90%), protestants (5%)

Après les élections chiliennes,



Infographie FN

Quelle gauche au pouvoir ?

Les élections chiliennes se sont tenues en décembre dernier. À grand bruit, les médias français ont annoncé la victoire de Michelle Bachelet, première femme élue au suffrage universel en Amérique latine. Celle qui a conduit la Concertation pour la démocratie à la victoire pourra-t-elle résoudre les nombreux problèmes posés au pays ? *Le Manifeste* a rencontré le candidat de Juntos podemos mas (ensemble nous pouvons plus), Thomas Hirsch.

La Concertation, avec 45,87 % des suffrages, a remporté les élections présidentielles chiliennes. C'est une femme, Michelle Bachelet, qui préside désormais aux destinées du Chili. Représentante du quatrième gouvernement de centre gauche depuis la fin de la dictature de Pinochet en 1990 pourra-t-elle modifier cette réalité qui fait que le Chili se situe au quinzième rang des pays les plus inégaux en matière de répartition des richesses ? Ce n'est pas l'avis de Thomas Hirsch qui était le candidat de Juntos podemos mas (Jpm) regroupant 53 organisations politiques et sociales dans un pacte pour le renouveau de la gauche. Composée entre autre du Parti communiste, du Parti humaniste dont Thomas Hirsch est le porte-parole, mais aussi de la gauche unie, du Mir (mouvement de la gauche révolutionnaire) et de nombreuses associations de femmes, culturelles, écolo-

gistes, de santé, des jeunes notamment, le Jpm a rassemblé 5,37 % des électeurs. Unis dans un pacte pour le renouveau de la gauche, elles œuvrent contre l'emprise du néolibéralisme qui s'est approprié tous les domaines de la vie chilienne.

Discours de gauche, politique de droite

« On connaît mal en France la réalité du Chili, nous a-t-il confié. C'est la raison de mon voyage en Europe. Contrairement aux idées reçues, le Chili ne se porte pas bien. C'est l'un des pays qui porte haut la politique néolibérale. Notre économie est l'une des plus privatisées du monde. Les multinationales exportent 70 % du cuivre chilien (l'une des principales ressources, ndr) et laissent seulement 1/15^e des revenus de cette exploitation à l'Etat. Le centre gauche au pouvoir a

certes un discours progressiste mais a aussi privatisé la santé, l'éducation, remis en cause les retraites. »

Si l'élection d'une femme a été saluée en France, pour Thomas Hirsch : « Ce n'est pas un problème de femmes ou d'hommes même si il est positif que les femmes puissent prendre toute leur place aux différents postes au Chili. Le problème est de savoir quelle direction va prendre le projet. La bonne volonté de Michelle Bachelet ne suffira pas, elle représente une politique qui n'a pas fait les preuves de sa volonté de changement radical. Je n'attends rien de la social-démocratie. Il ne suffit pas de se déclarer solidaire de Chavez et Morales. Elle a choisi un discours de gauche pour mener une politique de droite. Les gouvernements sociaux-démocrates n'ont fait que renforcer ce qui a été établi pendant la dictature. »

Le Jpm croit beaucoup plus à un travail dans le cadre de l'Alba que dans celui du traité

de libre échange dans lequel est inscrit le Chili et appuie fortement le processus engagé dans différents pays par Chavez ou Morales.

Porteur d'espoir

Le Jpm va poursuivre ses actions et travaille d'arrache-pied sur un projet novateur. Mais la situation n'est pas simple pour la vraie gauche au Chili. Décimée et désorganisée par la dictature féroce pendant des années, elle peine à se relever de cette difficile épreuve. 12 % des Chiliens seulement sont syndiqués alors que les droits des travailleurs sont de plus en plus réduits. Quant aux jeunes, qui, pour beaucoup, rêvent d'un autre avenir, ils ne peuvent même pas voter. Le système électoral chilien contraint ceux qui s'inscrivent sur les listes électorales à voter sous peine d'amendes de l'ordre de 120 euros. Du coup, les jeunes hésitent et l'électorat est vieillissant. Sur 2,4 millions de Chiliens qui ont entre 18 et 30 ans, 2 millions ne sont pas inscrits.

Le Jpm existe depuis 2003 et tente de fédérer la gauche chilienne autour de trois questions importantes à ses yeux : la compréhension que seul on ne pourra pas changer les choses dans le pays. « Nous ne sommes ni rouges, ni orange, ni vert. Nous avons besoin de l'apport de tous », souligne Thomas Hirsch. Le Jpm considère aussi qu'il faut valoriser la diversité pour affirmer l'accord paritaire entre les organisations politiques et les associations qui le compose, même si cela s'avère un exercice parfois difficile. Enfin, le Jpm souhaite que cette union devienne aussi une dimension du mouvement politico-social en permanence et pas seulement au moment des élections. L'un des premiers combats du Jpm est la démocratisation réelle du pays et l'avènement d'une nouvelle constitution instituant la proportionnelle et donnant plus de pouvoirs aux communes et aux régions avec décentralisation du pouvoir et possibilité de révocation des mandats. Le Jpm appelle à reprendre le contrôle des droits fondamentaux des personnes notamment dans le domaine de la santé, de l'éducation, du logement, du travail, de la retraite et de l'environnement. Dans ce sens, il combat pour que les ressources naturelles du Chili et particulièrement le cuivre redeviennent propriétés du peuple chilien. Il y a encore du pain sur la planche mais le travail engagé dans la pluralité et la diversité est porteur d'espoir. Le Jpm a fait le meilleur score de la gauche depuis la fin de la dictature.

P. L.

P. L.

EN BREF AUSSI...

Légaliser la coca en Bolivie

Le président bolivien Evo Morales est intervenu le samedi 17 juin pour dire qu'il ne fallait pas craindre de décriminaliser la coca alors qu'il était sur un site où se construisent deux usines d'exploitation de la coca avec des fonds cubains et vénézuélien. En clin d'œil, il a déclaré qu'il offrirait un gâteau à la coca à Fidel Castro pour ses 80 ans, le 13 août prochain. Son objectif est de transformer la coca en toutes sortes de produits pour « convaincre les présidents d'Amérique latine, d'Europe et d'Asie de soutenir la légalisation de la coca », substance interdite depuis les années 60 par les Nations-unies.

Sans terre à Brasilia

Près de 300 paysans sans terre du Brésil ont pénétré dans les locaux de la Chambre des députés à Brasilia le 6 juin dernier brisant les portes vitrées du bâtiment. Les manifestants, membres du mouvement radical de Libération des sans terre, réclament une réforme agraire de grande ampleur au Brésil. Ils exigent que le gouvernement libère près de trois milliards d'euros pour l'agriculture et renégocie la dette des paysans.

Grève des étudiants au Chili

Les étudiants chiliens étaient en grève en mai et juin considérant qu'à l'heure où la hausse du cours du cuivre remplit les caisses de l'Etat, les écoles devraient recevoir un financement accru. Ils réclament la gratuité des transports et des examens d'entrée, davantage d'enseignants et une amélioration des bâtiments scolaires. La manifestation du 30 mai a été durement réprimée. Les gaz lacrymogènes et des canons à eau ont été utilisés. Plus de 700 personnes ont été arrêtées. Dans un premier temps, la présidente Michelle Bachelet a refusé de négocier. Finalement, le ministre de l'Éducation a dû s'y résoudre.

Brouille Bush-Chavez

Les Usa ont décidé d'imposer un embargo sur les ventes d'armes à Caracas invoquant le manque de coopération du Venezuela dans la lutte contre le terrorisme. En visite à Londres, Hugo Chavez a affirmé que « Ces sanctions, c'est de l'impérialisme, ça ne sert à rien ». Quelques jours avant, avait qualifié Bush « d'assassin, d'homme immoral, de criminel de guerre coupable de génocide ». Il en rajoutait à Londres « Je crois qu'il devrait être mis en prison ou déferé devant la cour de justice internationale ». Il n'a guère été plus tendre avec Blair l'accusant d'être « un pantin de l'impérialisme américain ». Il est des paroles qui font toujours plaisir !

Accord économique entre le Venezuela et la Bolivie

En mai dernier, les présidents vénézuélien Hugo Chavez et bolivien Evo Morales ont lancé une série de grands projets portant sur 1,5 milliards de dollars qui seront financés par le Venezuela. Le vice-président cubain Carlos Lage assistait à cette cérémonie qui a pris des airs de fête dans la ville bolivienne de Shinkyo. 50 000 paysans venus à pied, en bicyclette ou en bus de cette région du Chapate, fief politique de Morales et la plus importante zone de plantations de coca du pays. L'investissement est fourni par la compagnie publique vénézuélienne Pdvs qui s'associe à la bolivienne Ypfb. Deux usines de séparation de gaz sont prévues, l'une à Santa Cruz et l'autre à Tarija dans le sud du pays, ainsi qu'un complexe pétrochimique qui transformera le gaz en polyéthylène, plastique, rési-

ne et fertilisant. De grandes quantités de soja seront achetées à la Bolivie par le Venezuela en échange de 200 000 litres de diesel par mois. La Bolivie est aujourd'hui la deuxième réserve d'Amérique du sud avec 1, 55 milliards de mètres cubes.

Dans le cadre du projet Alba (Alternative bolivarienne pour les Amériques) qui vise à contrebalancer la zone de libre échange imposé par les USA, Chavez et Morales ont décidé la création d'une compagnie pétrolière mixte détenue pour 49 % par le Venezuela et pour 51 % par la Bolivie. Des conventions portent aussi sur l'industrialisation de la feuille de coca pour un usage médical, la culture du thé et du café organique et l'agriculture. « C'est la première fois de son histoire que la Bolivie va commencer à industrialiser ses hydrocarbures » lançait Evo Morales. Hugo Chavez donnait les raisons d'un tel accord : « Nous sommes là pour travailler, pour fonder une nouvelle alternative face aux politiques néolibérales et aux accords de libre-échange ».

P. L.

Socialisme-communisme

Pour la Cinquième

Face au capitalisme mondialisé, les forces de progrès ont besoin de s'organiser au plan international. Tirant des enseignements de l'histoire des internationales et du mouvement altermondialiste, l'économiste Samir Amin (président du Forum du Tiers-monde) se prononce pour une nouvelle internationale. Un rassemblement planétaire pluriel capable de rendre crédible une alternative, celle du socialisme-communisme.

mation sociale, le parti potentiellement porteur de la « ligne juste », que celle-ci fut d'ailleurs – comme l'histoire allait le montrer – celle d'un réformisme modéré ou celle de l'option révolutionnaire. Par ailleurs les partis de la Seconde Internationale ont dans l'ensemble dérivé dans la direction de l'alignement impérialiste et nationaliste. Le qualificatif de social impérialiste convient parfaitement pour décrire les conséquences de cet alignement.

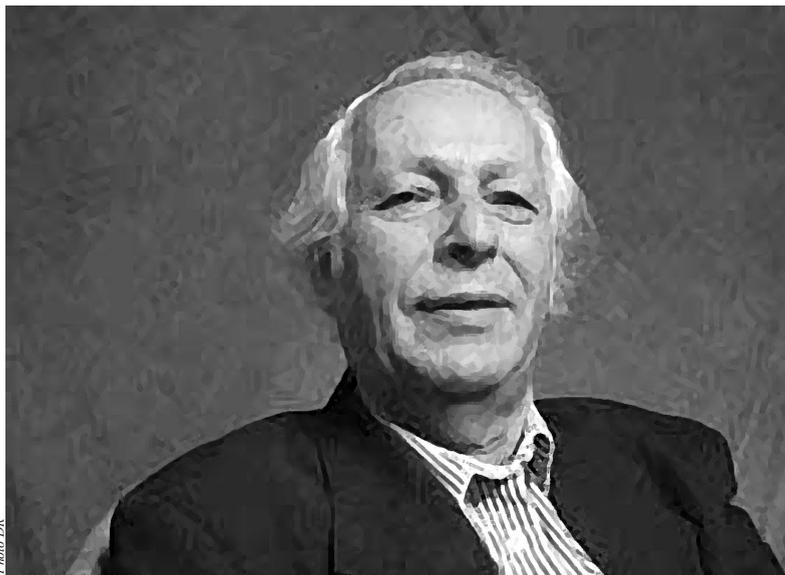


Photo DR

assignée dans ce front ou qu'elles représentent un danger potentiel à venir.

De la première à la seconde Internationale

La première Internationale avait été conçue précisément pour surmonter l'émiettement national dont les révolutions européennes de 1848 avait montré les effets négatifs. Le sujet social nouveau, celui dont les espoirs communistes exprimés en 1848 avaient été brisés par la contre-révolution, s'appelait « le prolétariat ». La première Internationale a géré la diversité des conditions des luttes sociales et politiques dans un esprit démocratique d'avant garde pour son époque. L'association rassemblait des organisations de nature et de statuts différents, partis politiques (embryonnaires), syndicats et coopératives, associations civiles, « personnalités » (comme Marx, Proudhon, Bakounine !).

Kominform : un seul parti par pays

La troisième Internationale a été créée pour corriger cette dérive. Et elle l'a fait au moins partiellement. En effet elle s'est affirmée à l'échelle mondiale en soutenant la création de partis communistes dans toutes les périphéries du système mondial proclamant le caractère stratégique de l'alliance des « ouvriers de l'Occident » avec les « paysans de l'Orient ». Le maoïsme a formulé cette évolution en élargissant l'appel à l'internationalisme pour inclure les « peuples opprimés » aux côtés des « prolétaires de tous les pays ». Plus tard l'alliance entre la Troisième

Le capitalisme est un système mondial. Ses victimes ne peuvent donc faire face efficacement à ses défis qu'à la condition de s'organiser également à cette échelle. « L'internationalisme des peuples » a néanmoins toujours été confronté à des difficultés sérieuses produites par le développement inégal associé au déploiement mondialisé du capital, et plus particulièrement du contraste centres/périphéries inhérent à ce déploiement (autrement dit de la nature fondamentalement impérialiste de cette expansion dans toutes les phases de son histoire) ; et de la multiplicité des centres constitués en Etats-nations historiques, engagés dans une compétition permanente qui les opposent les uns aux autres. Enfin le développement des forces productives lui-même à travers les révolutions technologiques qui en définissent les contenus, a commandé à son tour les changements dans l'organisation du travail et les formes diverses de sa soumission aux exigences de l'exploitation capitaliste.

Émiettement des luttes

La diversité s'exprime par la segmentation des classes travailleuses et des peuples dominés et exploités, par l'émiettement de leurs luttes. Les stratégies de reproduction des pouvoirs dominants ont souvent exploité avec succès les effets négatifs de cette segmentation. Le nationalisme conforte fréquemment le succès de ces stratégies du capital et du bloc hégémonique qu'il dirige.

Dans les centres du système impérialiste cela se traduit par le ralliement des forces politiques qui bénéficient du soutien des classes travailleuses aux stratégies mises en œuvre sur le terrain mondial par les classes dominantes. La colonisation et la domination impérialiste ont été légitimées de la sorte, hier par le discours concernant la « mission civilisatrice », aujourd'hui par ceux qui prétendent « exporter »

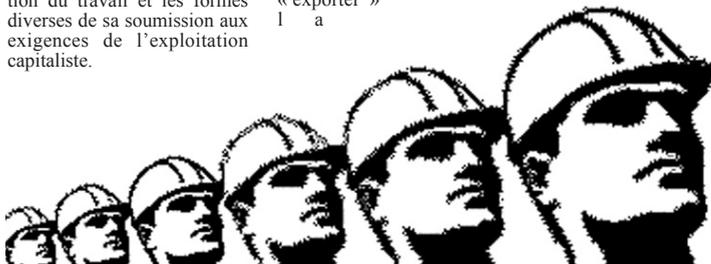
démocratie. Les partis socialistes et sociaux démocrates ont souvent pratiqué cet alignement et méritent de ce fait le qualificatif de social-colonialiste. C'est le cas des sociaux-libéraux atlantistes de l'Europe contemporaine. En contrepoint, les situations caractéristiques des périphéries dominées génèrent des réactions de libération nationale qui, parfaitement légitimes et positives du point de vue de la longue perspective d'abolition de l'exploitation et de l'oppression, n'en véhiculent pas moins le danger de renforcer dans le front de libération les forces représentatives des classes exploiteuses, qu'elles aient déjà leur



Prolétaires de tous les pays... (photo DR)

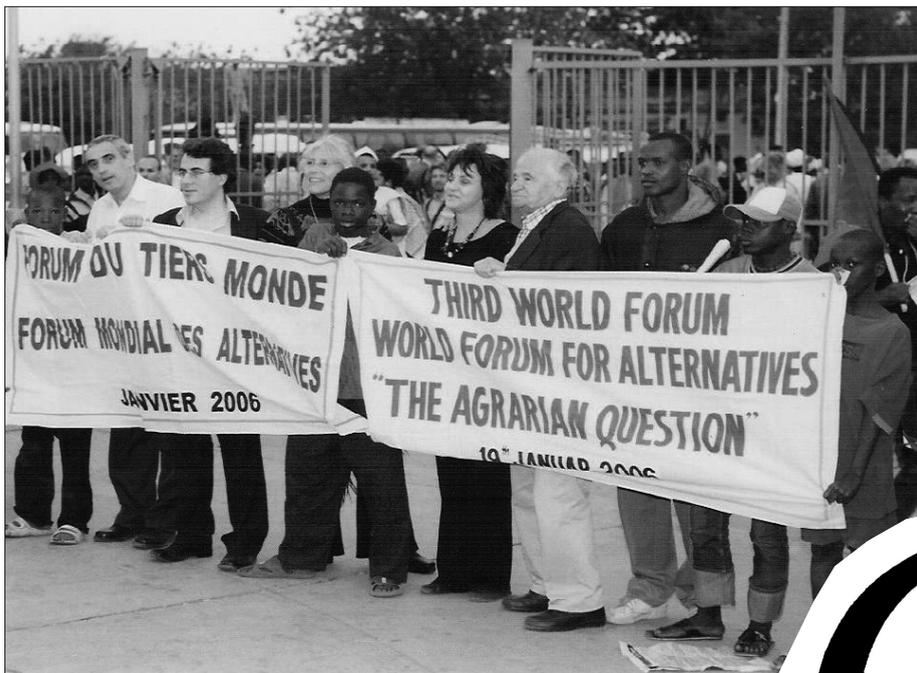
placés » (comme Marx, Proudhon, Bakounine !). La seconde Internationale a été conçue sur la base de principes tout à fait différents. La prolétarisation accélérée de l'époque avait donné naissance à de nouvelles formes de partis ouvriers, relativement importants par le nombre de leurs adhérents et leur influence sur les classes travailleuses. Plus important, avec le recul du temps, paraît avoir été l'idée de principe d'« un » seul parti pour chaque pays, « le » parti qui serait le représentant exclusif de « la » classe, elle-même le sujet historique unique de la transfor-

Internationale (devenue Kominform), le Mouvement des non alignés issu de Bandung (1955) et la Tricontinentale (1960) a renforcé l'idée et la pratique de la mondialisation des luttes anti-capitalistes à une échelle véritablement planétaire. Cela étant la Troisième Internationale a non seulement conservé les options organisationnelles de la Seconde, mais encore en a accusé les traits : un « seul » parti par pays, le parti porteur de la seule ligne « juste », le catalyseur de toutes les revendications mises en œuvre par des syndicats et organisations



Socialisme-communisme

Internationale



Forum social 2006 à Bamako (photo DR)

« de masse » considérées comme des courroies de transmission etc. Cela étant la troisième Internationale s'est également trouvée dans une situation que

n'avaient connue ni la première, ni la seconde : celle de devoir protéger le camp des États socialistes, avec ses effets négatifs en relation avec l'évolution du système soviétique lui-même. La Quatrième Internationale, constituée précisément en réaction à cette dérive n'a pas innové pour ce qui concerne les formes d'organisation initiées par la troisième, aux origines de laquelle celle-là prétendait

d'ailleurs seulement vouloir revenir. Les gouvernements et les peuples de l'Asie et de l'Afrique proclamaient à B a n -



tiques peu démocratiques sur lesquelles elle se fondait : le refus de la diversité, la prétention des uns et des autres de détenir le secret de la « ligne juste » déduite d'une analyse « scientifique » affirmée irréprochable, la centralisation marquée de l'organisation et des pouvoirs de décision (dans les partis, les syndicats et les mouvements asso-

d'intervention des mouvements et des luttes de résistance et de protestation témoigne de cette multiplicité des sujets historiques à vocation anticapitaliste. Mais cette pluralité est en même temps, par sa dispersion, la manifestation de la faiblesse immédiate de ce même mouvement. Car l'addition des revendications – si légitimes soient-elles, et elles le sont – et la somme des luttes conduites en leur nom, ne constituent pas une alternative efficace, laquelle exige la cohérence nécessaire à un enchaînement d'avancées successives.

Le défi est donc sérieux et ne sera surmonté qu'au fur et à mesure que se constitueront des coalitions capables de conduire à la victoire des luttes importantes et communes, de construire des blocs hégémoniques alternatifs à ceux qui exercent le pouvoir dans le cadre du capitalisme contemporain. Le défi est tel qu'il est difficile d'imaginer qu'une action efficace puisse se contenter de réponses immédiates et partielles (visant à « donner un visage humain » au capitalisme) sans s'inscrire dans une perspective allant « au-delà » du capitalisme. Il est donc nécessaire plus que jamais de restaurer la légitimité et la crédibilité d'une perspective plus lointaine, celle du socialisme/communisme. Par ailleurs les peuples des trois continents (Asie, Afrique, Amérique latine) sont confrontés aujourd'hui à un système par beaucoup d'aspects analogues à celui en place à la sortie de la seconde Guerre mondiale : un système colonial qui ne reconnaît pas leurs droits souverains et leur

ciés), les dérives bureaucratiques et doctrinaires fatales dans ces conditions etc. Le concept « d'avant garde » est de ce fait rejeté comme éminemment dangereux.

Par ailleurs le capitalisme est parvenu à un stade de son développement où sa victime n'est plus constituée exclusivement par la classe des prolétaires dont il exploite le travail mais par l'humanité toute entière dont il menace la survie. Cette évolution signifie que le sujet historique porteur des transformations souhaitables doit désormais se conjuguer au pluriel. La pluralité grandissante des domaines

impose le système économique qui convient à l'expansion des oligopoles du centre impérialiste. La stratégie de reconstitution du front des peuples du Sud exige l'association – et non la dissociation – des objectifs de démocratisation, de progrès social et l'affirmation de l'indépendance nationale.

Aller au-delà du capitalisme

Samir Amin



Illustration Patrice MOREL

La page des Internationales et de Bandoung tournée, la « manière de faire de la politique » qui avait été celle des gauches critiques du siècle est définitivement rejetée par les nouvelles générations de militants qui reprochent à juste titre à cette tradition les pra-



Photo DR

Affaire

Annonce légale

Le 25 octobre 2005 la Cour d'appel de Bordeaux a prononcé un arrêt dans le cadre d'un litige opposant la Sarl Bionovation à SA. Société des produits Nestlé au terme duquel :

Elle rappelle qu'il résulte des dispositions des articles L 313-3 et suivants du Code de la propriété intellectuelle, que sont interdites la reproduction et l'imitation d'une marque par des produits similaires à ceux qui ont été désignés lors de l'enregistrement de ladite marque, dès lors qu'il en résulte un risque de confusion dans l'esprit du public, le risque de confusion devant s'envisager tant au regard des produits que des signes.

La Société Bionovation est titulaire de la marque Babymuesli, déposée les 19 octobre 1999 et 12 janvier 2000.

Après avoir recherché un accord de coexistence, la Société des produits Nestlé a déposé la marque Babimuesli le 9 octobre 2000.

Or, la cour d'Appel retient que la marque Babimuesli reproduit de façon quasi identique la marque Babymuesli ce qui constitue une CONTREFAÇON, quand bien même le terme « muesli », constitue un nom commun, dès lors que l'appellation phonétique des deux produits est identique, le fond de la boîte est jaune pour partie avec des céréales, et porte la mention « céréales ».

La cour d'Appel de Bordeaux rappelle également qu'en engageant une négociation avec la Société Bionovation avant de déposer la marque Babimuesli, et dans la perspective de ce dépôt, la Société des produits Nestlé avait conscience de la contrefaçon dans laquelle elle s'engageait et a en vain tenté d'établir un accord de coexistence avec la Société Bionovation.

Il résulte par ailleurs de l'article L 716-1 du Code de la propriété intellectuelle que les actes de contrefaçon engagent la responsabilité de leur auteur, de sorte que la Société des produits Nestlé a engagé sa responsabilité à l'égard de la Société Bionovation.

Dès lors, la 1^{ère} Chambre A de la Cour d'appel de Bordeaux condamne la SA Nestlé France et la SA Société des produits Nestlé, à verser à la Sarl Bionovation la somme de 15 000 euros de dommages et intérêts pour avoir contrefait la marque Babymuesli laquelle appartient à la Société Bionovation, et ordonne la publication de la décision dans trois revues ou journaux au choix de la Société Bionovation.

Quelle liberté d'expression ?



Photo PL

Le poète Francis Combes qui devait présenter son dernier livre *Cause commune* dans une librairie d'Aubervilliers s'est vu interdit de lecture, annoncée même sur le site de la ville d'Aubervilliers, la veille de l'initiative. La raison ? Ce n'est pas la poésie de Francis Combes, nous dit-on, qui est en cause... Mais il aurait en tant qu'éditeur, publié dans un ouvrage collectif (*La grande Braderie à l'est*) un texte d'un auteur (par ailleurs universitaire connu) que Didier Daeninckx accuse de négationnisme. Ce qui a conduit

cet auteur à porter plainte en diffamation.

Didier Daeninckx est non seulement un auteur de romans policiers, mais c'est aussi quelqu'un qui passe son temps à dénoncer d'autres écrivains (de préférence des écrivains qui se situent

clairement à gauche) qu'il accuse de relations coupables avec l'extrême droite. A travers son site, Amnistia, il s'érige en procureur, dénonce à tour de bras d'imaginaires « négationnistes » et révisionnistes.

Il s'en est ainsi notamment pris à Gilles Perrault, à d'autres auteurs de romans policiers, et récemment au poète Francis Combes, qui dirige les éditions Le Temps des Cerises. Ces pratiques de basse police salissent des réputations, empoisonnent la vie intellectuelle et, malgré les explications, laissent toujours un doute.

Ces atteintes à la liberté d'expression qui se multiplient aujourd'hui, sous les auspices de la bonne conscience consensuelle des gens qui s'imaginent être d'irréprochables démocrates n'est plus supportable.

Si Didier Daeninckx est vraiment attaché à la liberté d'expression, plutôt que de s'en prendre aux écrivains engagés dans le combat pour la paix et contre l'impérialisme, il devrait lui aussi protester contre cette nouvelle censure. Francis Combes a tout de même lu ses poèmes devant la librairie qui lui refusait l'entrée. De nombreux intellectuels sont venus à Aubervilliers à cette occasion.



Libertés muselées

Fichage policier

Le fichage policier est aujourd'hui utilisé à tort et à travers et pose un vrai problème de libertés publiques. Sarkozy applique avec zèle des directives instaurées par Pasqua sur injonction de l'Europe et renforcées par le gouvernement de la gauche plurielle.

De premiers articles dans la presse ont commencé à soulever le problème que pose le fichage policier aujourd'hui en France. Ce fichier recense toutes les personnes liées à une infraction ; coupables ou suspects, plaignants et victimes. Quelques vingt-sept millions de Français sont actuellement fichés par la police sur ce qu'on appelle le Stic, le Système de traitement des infractions constatées, fichier informatique géré par les services de police. Au 1^{er} janvier 2006, le Stic recensait 28,9 millions de procédures, 32 millions d'infractions, 4,5 millions d'individus mis en cause, 22,5 millions de victimes, 9,8 millions d'objets. Le fichier de la gendarmerie appelé Judex en recense à peu près

autant. Le Stic comprend des données existant depuis 1965 pour certains fichiers. Ces fichiers ne prennent pas en compte l'is-

sue de la procédure judiciaire, faute de temps. Aussi ce fichier est-il truffé d'erreurs. Constitué au mépris de la présomption d'in-

tés de la modernisation de la police, le Stic entre en application avant même que ne paraisse le décret d'application, en toute illégalité. Ce décret ne sera publié qu'à l'été 2001. L'utilisation de ce fichier est déçue, en 2003, par la loi sur la sécurité intérieure de Sarkozy qui permet la consultation de ce fichier dans le cadre d'enquêtes administratives. S o n t

sécurité où une loi datant de 1983 fait obligation aux employeurs de solliciter avant toute embauche une autorisation préfectorale. Auparavant, il fallait (ce qui paraît assez logique) pouvoir se prévaloir d'un casier judiciaire vierge. Mais depuis que Vaillant est passé au ministère de l'Intérieur, les règles ont changé. Et Sarkozy et ses agents appliquent ces nouvelles règles avec zèle. Désormais les Préfets et sous-préfets consultent non seulement le bulletin n°2 du casier judiciaire, mais aussi le Stic. De ce fait, des personnes qui n'ont pas été

ce, dans la rue, en possession d'un joint, pour sa consommation personnelle. Ce qui n'a jamais entraîné ni jugement, ni condamnation. Et il a été condamné pour coups et blessures, à la suite d'une altercation. Or il se trouve qu'en « comparution immédiate » (les anciens « flag's ») les magistrats qui l'ont jugé ont explicitement décidé de ne pas inscrire sa condam-



Illustration PM



nocence, il remet en cause les lois d'amnistie et supprime le principe du droit à l'oubli et ne peut que décourager tous les efforts de réinsertion. Les informations peuvent être stockées 5 ans, 20 ans voire 40 ans, ce qui va bien au-delà de la prescription légale. Même les mineurs peuvent être inscrits jusqu'à 20 ans dans ce fichier policier. La Cnil (Commission nationale informatique et libertés) qui est le seul recours pour ceux qui demandent à être retirés du Stic a, malgré les atteintes aux libertés que constitue ce fichier, approuvé sa constitution.

Sur injonction de l'Europe

Créé par la loi du 21 janvier 1995 comme un des priori-

recensés dans le Stic, les crimes et délits et six catégories de contraventions de 5^e classe comme la destruction ou dégradation volontaire d'un bien appartenant à autrui avec dommage léger, le port ou l'exhibition d'uniformes, d'insignes, d'emblèmes rappelant ceux des organisations ou de personnes responsables de crimes contre l'humanité (rappelons que l'Europe est en train de mettre à ce rang la faucille et le marteau), la provocation non publique à la discrimination, à la haine ou à la violence raciale, l'intrusion dans des établissements scolaires, les violences volontaires avec incapacité totale de travail inférieure ou égale à huit jours et le racolage. La commission européenne avait menacé, en 1998, la France de sanctions dans le retard pris dans l'application de ses directives de 1995 visant à harmoniser les législations nationales de l'Europe en matière de protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Le gouvernement français, de droite comme de gauche, a cédé aux injonctions avec zèle.

Ce fichage massif pose aujourd'hui un vrai problème de libertés publiques. Des centaines, voire des milliers de personnes se trouvent actuellement privées d'emploi du fait de l'utilisation qui est faite de ce fichier. C'est notamment vrai dans le domaine de la

condamnées, ou dont la condamnation pour quelque délit que ce soit n'a pas été inscrite dans leur casier judiciaire, peuvent se voir interdites de travail dans ce domaine.

La fiche de police suit le salarié

Il ne s'agit pas là de cas marginaux. Les métiers de la sécurité étaient jusqu'à main-

nation à son casier judiciaire, afin de ne pas l'empêcher de poursuivre son activité professionnelle. Ils l'ont au contraire condamné à deux ans de mise à l'épreuve avec obligation de travail et de résidence. Mais voilà que l'administration passe outre cette décision de justice et la remet tout simplement en cause en s'appuyant sur son fichier de police. Le gouvernement actuel remet ainsi en vigueur les pratiques du XIX^e siècle, quand la fiche de la police suivait le salarié partout où il se rendait. Résultat, ce jeune censé travailler en est empêché et se retrouve dans l'impossibilité de continuer à payer son loyer...

Le texte officiel sur le Stic est sur le site du ministère de la justice :
<http://www.justice.gouv.fr/actua/bo/dacg83b.htm>

tenant l'un des rares débouchés qui restaient ouverts aux jeunes issus des quartiers populaires et qui n'avaient aucun diplôme. Mais il est bien rare que ces jeunes n'aient jamais eu aucun démêlé avec la police...

C'est ce qui est arrivé à Fabien, un jeune de la région parisienne. Fabien est reconnu travailleur handicapé par la Cotorep. Depuis maintenant plusieurs années, il travaille pour des entreprises de sécurité. Mais voilà qu'un sous-préfet vient d'émettre un avis défavorable et déclare nul le contrat de travail signé. Fabien a en effet été contrôlé à plusieurs reprises par la poli-

on ? Est-ce ainsi que le gouvernement prétend répondre aux problèmes des jeunes des banlieues qui, il n'y a pas si longtemps, ont fait clairement savoir qu'ils n'en pouvaient plus ? Veut-on contraindre les jeunes des cités à travailler au noir ou à s'adonner au trafic ? En agissant ainsi, ce gouvernement montre qu'il est en guerre avec la jeunesse et avec la société. Il pousse à la violence et prépare le terrain de futures révoltes.

Patricia Latour



Illustration DX

Y'a bien un handicapé qui srait en plus communiste là'dans

ET LA CULTURE ?

Jolie môme

La Compagnie Jolie Môme présentera *La Belle rouge* les 28, 29 et 30 juillet à Saint-Amant Roche Savine (63), trois jours de spectacles avec des invités, du théâtre, de la chanson, des projections, des olympiades, de la musique, des débats. À partir du 16 novembre, elle présente son spectacle *La Crosse en l'air* de Jacques Prévert à son port d'attache : À la belle étoile 14 rue Saint Just 93200 Saint-Denis Tél : 0149130607. www.cie-joliemome.org pour suivre les spectacles de cette troupe sympathique et engagée.

Adieu Raymond

Raymond Devos n'est plus. Les jeux de mots et calembours qu'il était le seul humoriste à manier avec brio s'est éteint le 15 juin dernier à l'âge de 83 ans. Il était né le 9 novembre 1922 à Mouscron, en Belgique et avait passé son enfance pauvre à Tourcoing en France. Après avoir été déporté, il intègre l'École de Mime d'Étienne Ducrous à Paris où il rencontre Marcel Marceau. Il débute dans les cabarets parisiens en 1948. Clown, poète, musicien, jongleur de mots, il reste le seul à avoir manié l'humour par

l'absurde. Quelques phrases en souvenir : « Si ma femme doit être veuve un jour, j'aimerais mieux que ce soit de mon vivant ». « J'adore être en flagrant délit ». « Qui prête à rire n'est jamais sûr d'être remboursé ». « Une fois rien, c'est rien ; deux fois rien, c'est pas beaucoup, mais pour trois fois rien, on peut déjà acheter quelque chose, et pour pas cher ». « C'est pour satisfaire les sens qu'on fait l'amour ; et c'est pour l'essence qu'on fait la guerre ». Et comme avertissement à son œuvre : « Le rire est une chose sérieuse avec laquelle, il ne faut pas plaisanter ».

Ville natale de Garcia Marquez

La population d'Aracataca où est né le grand écrivain colombien Gabriel Garcia Marquez en 1928 est convoquée à un référendum pour décider du changement éventuel du nom de la localité en Aracataca-Macondo. Macondo est le nom du village où se déroule *Cent ans de solitude*, l'un des plus grands romans du prix Nobel de littérature. Sa maison natale est déjà transformée en musée. Garcia Marquez a préféré rester neutre dans cette campagne référendaire.

Manu Chao en tournée

Le chanteur Manu Chao qui vient de faire une tournée en Amérique latine se félicite de la situation dans cette région du monde : « En Amérique latine, il y a de



l'espoir... c'est pas évident ». Il souligne qu'au Venezuela « Ils sont en train d'inventer une révolution du XXI^e siècle ». À propos du sous-commandant Marcos, il relève : « Je suis toujours aussi convaincu, c'est rare en 12 ans de ne pas être déçu par une cause, je reste à leur disposition ». Il portait un T-shirt de l'Ezln pendant son concert de Mexico devant 180 000 personnes. Pour lui Bush est « l'homme le plus dangereux du monde et l'ennemi de nos enfants ». À son retour en France, il a immédiatement soutenu le mouvement anti-Cpe. « Cette loi est inadmissible, a-t-il déclaré, il y a des droits sociaux acquis après des années de lutte. La logique voudrait que ces droits sociaux s'étendent par exemple aux pays d'Amérique latine. Ce qui se passe c'est le contraire, c'est l'Europe qui va se retrouver avec les droits sociaux des pays d'Asie et d'Amérique latine ».

Syriana, L'Ivresse du pouvoir, Ils ne mouraient pas tous...

Ciné-zoom

Trois films récents qui font le tour des maladies de notre société et qui dénoncent, à leur manière, un système qui a fait faillite. La chronique cinématographique de l'écrivain René Ballet.

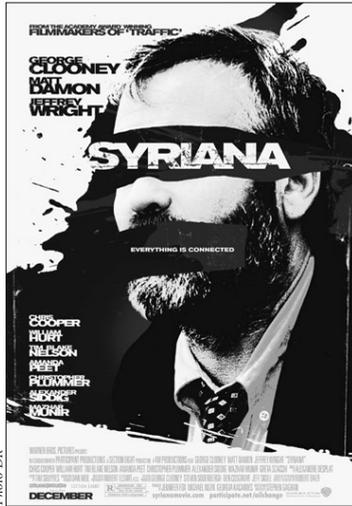


Photo DR

Hommes de pouvoir ou hommes de main ? Crime du pouvoir ou pouvoir du crime ? Agents doubles ou doubles jeux ? Secrets d'État ou coups d'État ? Crime d'État ou État du crime ? *Syriana*, le nouveau film de Stephen Gaghan, se présente sous la forme d'une indéchiffrable grille de crimes croisés. On y retrouve les mêmes lettres mais dans quel ordre ?

A	A	C	I	S	U
A	C	S	U	A	I
U	I	A	S	A	C

Il faut attendre les dernières séquences pour que le rangement des lettres s'impose :

USACIA

Non pas Usa-Cia ou Cia-Usa, couple équivoque ; qui tient l'autre ? Mais bien Usacia, cet ensemble inextricablement lié, inexorablement tenu comme les complices d'un crime.

Syriana est aussi un thriller, un film noir. Noir comme l'or noir. Traqué par ses ennemis, trahi par ses supérieurs, lâché par ses proches, un vétéran de la CIA (superbement interprété par George Clooney) se débat, enlaidi dans la toile d'araignée qui recouvre le monde. En vain. Il sera balayé comme une mouche. C'est par la méthode de la table rase qu'Usacia mettra la main sur le pétrole du Moyen-Orient. Quelles en seront les conséquences dans le monde entier ? C'est ce que nous révèle un impitoyable zoom.

Force à la loi

Syriana est un film tourné en grand angle : son champ d'action balaie un tiers du globe terrestre, des États-Unis au Moyen-Orient. Très opportunément projetés au même moment, d'autres films se focalisent sur un champ d'action plus restreint. *L'Ivresse du*

pouvoir de Claude Chabrol ne quitte pas le royaume du pétrole mais il n'est pas panoramique. Il reste confiné sur quelques hectares, dans les hautes sphères du Pouvoir économique-politique, plus précisément dans l'éco-politique, aussi inextricablement lié, inexorablement tenu qu'Usacia. Une juge, interprétée avec une parfaite maîtrise par Isabelle Huppert, poursuit le dirigeant d'une multinationale pétrolière française. On pense évidemment à l'affaire Le Floch-Prigent/Elf mais les pages du *Who's Who* et la liste du *Cac 40* regorgent de remplaçants potentiels. Le grand *manager* commence par répondre avec la morgue d'un homme qui pèse des millions de fois plus lourd qu'une minable fonctionnaire. Mais

Le trop plein de souffrance

Le champ d'action d'*Ils ne mouraient pas tous* était frappés ne balaie pas un tiers du globe comme celui de *Syriana*, ni même quelques hectares comme celui de *L'Ivresse du pouvoir*. Il ne mesure pas plus de trois mètres : d'un siège à un autre de chaque côté d'un petit bureau métallique. Ce décor médiocre est pourtant témoin d'autant de massacres que le grandiose désert pétrolier de *Syriana*.



Photo DR



Photo DR

sa morgue ne résiste pas longtemps à l'isolement de la détention provisoire. Sans son bureau impérial et son état-major de conseillers et d'avocats, sans sa famille (« sacrée »), sa maîtresse (« 5 étoiles »), ses hôtels (« hors classe ») et ses jets (« d'affaires »), l'homme halète, s'asphyxie comme un poisson de prix hors de son aquarium. Il craque mais, malgré les amicaux conseils de prudence de son supérieur hiérarchique, la juge entend remonter la filière. Un second puis un troisième dirigeant sont mis en difficulté. Plus la magistrate s'approche du centre du système, plus les conseils de modération de son supérieur sont cordiaux, chaleureux, pressants. Elle persiste jusqu'au jour où l'« amitié » du supérieur se concrétise. La juge se voit offrir une promotion, une prime. Elle les refuse mais l'affaire lui est retirée. L'ordre éconolitique triomphe. Le système pourrait reprendre la conclusion des polars hollywoodiens des années trente, « Force doit rester à la loi... mais à la loi du profit. Dure et parfois mortelle loi ; c'est ce que continue à nous révéler l'impitoyable zoom.

D'autant de tortures que les sinistres locaux des gestapistes français de la rue Lauriston. Ce documentaire de Sophie Bruneau et Marc-Antoine Roudil se déroule tout entier dans un cabinet médical. Une psychologue y recueille le trop plein de souffrance, de peur de salaires : cette ouvrière « devenue une machine », celle-là terrifiée de repenser à son entreprise, « Oh, non, non, non ! ». Aujourd'hui, dans notre pays, il n'est plus rentable de détruire physiquement les hommes. Ce serait abîmer le « stock de main-d'œuvre », réduire le « marché ». Il faut déshumaniser l'homme par la peur. Peur du chômage, de la marginalisation, peur devenue technique de « management », peur qui transforme le compagnon de travail en « concurrent », détruit la solidarité, affaiblit les syndicats, brouille la conscience de classe (celle des travailleurs). Peur que le patronat voudrait épidémique. Comme la peste. C'est d'ailleurs à la fable de La Fontaine *Les Animaux malades de la peste* que les auteurs du film ont emprunté leur titre. Mais il est déjà arrivé que des bourgeois dispersent les miasmes d'un système en décomposition.

René Ballet

Jack London

Le sens de la vie

Les éditions du Sonneur viennent de publier une autobiographie de l'écrivain Jack London. Une expérience de la vie qui l'amène à s'engager aux côtés des travailleurs et à devenir socialiste révolutionnaire, un écrivain engagé, un militant, un orateur.



Photo DR

Pour la plupart, il reste surtout l'auteur de *l'Appel de la Forêt*, de *Croc Blanc* et de tous ces romans qui lui ont donné une image de « Kipling » des contrées sauvages, des étendues enneigées ou des mers du Sud. Ses récits plus directement politiques étant souvent laissés de côté.

Ainsi, en France, pendant plusieurs décennies, il n'était plus possible de trouver *Le Talon de Fer*, ce grand roman visionnaire qui a pourtant joué un rôle de premier plan dans la formation des militants ouvriers américains.

Quel est donc le sens de la vie pour Jack London ? Ce bref récit répond. Et sa republication aujourd'hui me semble particulièrement bienvenue. Jack London y raconte comment, enfant, il rêvait de sortir de sa classe qui était la sienne pour accéder à la vie des hautes sphères.

Comme bien des jeunes de banlieue d'aujourd'hui, il s'imaginait que pour grimper les échelons de la société, il fallait, dans ce monde où règne la vie sauvage, se transformer soi-même en capitaliste, en exploitant et en volant son prochain. Mais sa carrière dans les affaires lui montra vite qu'à ce jeu-là les vrais capitalistes sont les plus forts. Et à peine grimpé sur l'échelle, l'exploiteur en herbe a glissé du premier barreau où il s'était juché pour retomber aussitôt en dessous de sa classe, parmi les « hobos » qui font la route et les mendiants. Poussant plus loin sa critique de la « success story » américaine, il montre non seulement qu'il y a peu de chances de tirer le gros lot, mais aussi que le jeu n'en vaut pas la chandelle...

La vie des grands est une vie

sans grandeur. Une vie sans vie. On peut y croiser des gens « bien », voire très bien, mais ils ne sont pas « vivants ». En tout cas beaucoup moins que les prolétaires qu'il a connus.

La vraie vie, celle qui est riche d'aventure, riche d'humanité, d'héroïsme, la vie « merveilleuse et glorieuse », elle se trouve parmi ses compagnons, ouvriers, professeurs, militants révolutionnaires, épris d'idéalisme moral et portés par leur foi dans le genre humain.

« Conscience de classe »

On a souvent pris *Martin Eden*, ce chef d'œuvre de Jack London, pour un roman autobiographique pour cette raison qu'il est très largement inspiré de la vie réelle de son auteur. Mais comme celui-ci l'a indiqué lui-même, *Martin Eden*, est un « individualiste ». Alors que Jack London est un socialiste révolutionnaire, un écrivain engagé et un militant, un orateur qui prend la parole au coin des rues et que cela conduit à plusieurs reprises au poste....

Contre l'individualisme du héros, qui ne peut conduire qu'à la solitude et au désespoir (voire au suicide, comme dans le cas de *Martin Eden*), Jack London affirme la noblesse de la vie solidaire... Il nomme cela « la conscience de classe », terme aujourd'hui peu en vogue, même à gauche, où l'on ne jure plus que par « l'individu » et où il est de bon ton de s'en prendre, avec une belle confusion, aux « communautarismes », surtout à ceux qui sont le fait des « classes dangereuses ». Il y a peu d'écrivains de nos jours pour défendre la valeur humaine de ce sentiment : la « conscience de classe ». Mais il faut noter par contre sa réapparition remarquable dans certains textes de rap, certaines chansons où se reconnaît une jeunesse en rébellion.

Les gens sages auront beau jeu de noter que le récit de Jack London a quelque chose de volontariste. Il y réécrit sa vie et la réordonne pour lui donner un sens et en faire une manière de parabole. Mais le Jack London de chair et d'esprit n'a pas échappé à ses contradictions et à ses démons (notamment l'alcool et le désespoir)... Et en 1916, (un an avant que triomphe la révolution socialiste en Russie), tout comme *Martin Eden*, il se suicide, après avoir absorbé des pilules de morphine... Mais que Jack London ait succombé à ses angoisses n'invalide nullement le récit de sa vie qu'il nous laisse. Car, même si le boxeur finit par s'effondrer sur le ring, il

n'en est pas pour autant moins grand.

Francis Combes

* *Ce que la vie signifie pour moi*, Jack London, éditions du Sonneur 2006.

* *Le Talon de Fer*, édition Le Temps des Cerises, 1999.

Censure à la Comédie française

Le directeur de la Comédie française a annoncé la déprogrammation de la pièce de théâtre de Peter Handke, qui est l'un des principaux écrivains de langue allemande d'aujourd'hui. La raison invoquée n'est pas technique ou artistique mais clairement politique, comme l'a ouvertement avoué le directeur du théâtre. Ce n'est pas la pièce qui est en cause, a-t-il indiqué, mais les prises de position de l'auteur. Il n'accepte pas que

Peter Handke (dont on sait qu'il s'était opposé à la guerre en Yougoslavie et qu'il avait refusé la diabolisation des Serbes) se soit permis d'aller assister aux obsèques de Milosevic. En assistant à cet enterrement, Peter Handke aurait montré selon lui qu'il ne comprenait rien au monde d'aujourd'hui, à la démocratie, à la liberté, aux droits de l'Homme. Et il a été jusqu'à ajouter que, quand on invitait quelqu'un au théâtre, il fallait pouvoir lui serrer la main ! Peter Handke est donc maintenant un pestiféré, sans doute un fasciste (de gauche, bien sûr... comme quelques autres).

Cet acte de censure sans précédent est une infamie. Il déshonore son auteur, la Comédie française et les organismes de tutelle de ce théâtre emblématique de la culture en France.

Il montre aussi que nous sommes entrés dans une période où les administrateurs de l'idéologie dominante et leurs affidés, tentent d'interdire toute expression d'une pensée contraire. Ce n'est pas un acte isolé, mais cela participe de la tentative de criminaliser toute opposition à l'ordre impérial.

C'est un fait grave. Ne pas réagir, c'est s'en montrer complice. La liberté de création et d'expression est en danger, défendons-la !

« Je suis né dans la classe ouvrière ». Voilà la première phrase de ce bref texte autobiographique de Jack London, intitulé *Ce que la vie signifie pour moi*, qui vient de paraître aux éditions du Sonneur

Depuis l'enfance, John Griffith, alias Jack London, est habitué à se battre. Il sera tout à tour ouvrier dans une conserverie, chef de bande et piller de parcs à huîtres, garde-côte, chasseur de phoques, chauffeur de chaudière dans une centrale électrique, concierge et homme de ménage, étudiant et employé d'une blanchisserie, vaga-

bond, prisonnier, chercheur d'or (qui, n'aura pas trouvé l'or sur la route du Klondyke mais le scorbut)...

Critique de la

« success story »

Sans doute, l'une des raisons essentielles de son succès, comme « marchand d'histoires » tient à cette expérience vécue, qui devait paraître (et paraît toujours) singulièrement captivante et exotique pour ses lecteurs. Jack London fut ainsi, de son vivant, mais après sa mort aussi, l'objet d'une méprise.

Une revue nécessaire : Correspondances internationales

Vient de paraître le numéro 7 de *Correspondances Internationales*. Cette revue, publiée en français, en anglais, en arabe, en portugais, en espagnol, se donne pour objectif de publier des informations et des analyses sur le mouvement ouvrier et les forces de gauche dans le monde. Elle est certainement la meilleure source d'information sur le mouvement communiste international. Basée à Paris, elle s'est élargie depuis 1996 à de nombreux collaborateurs à l'étranger. Elle est dirigée par l'ancien dirigeant communiste espagnol Jaime Ballesteros et le Français Patrick Theuret.

Dans ce nouveau numéro, on trouve notamment une grande interview de Renato Rabelo, président du Parti communiste du Brésil (allié au Parti des travailleurs, de Lula), des éléments d'analyses sur la situation au Brésil, sur les rapports Chine-USA, des informations sur la II^e conférence des partis asiatiques et la déclaration de Pékin, sur le XVI^e Congrès du Conseil national arabe, sur le Pge, sur le séminaire des PC d'Amérique latine et d'Europe...

Le numéro comprend aussi des informations sur le V^e Forum Mondial à Porto Alegre, et poursuit le débat engagé sur « Quel socialisme pour le XXI^e siècle ? » (avec notamment le discours de Chavez « Sur le socialisme et la révolution »).

La revue en français (8 euros et 2 euros de port) peut être commandée auprès des éditions Le Temps des Cerises, 6, avenue Edouard Vaillant, 93500 Pantin.

SOUFFLONS NOUS-MÊME NOTRE FORGE

Le Manifeste

Journal communiste

COMBATIF et OUVERT

**VOUS
VOULEZ
RÉAGIR**

sur

Le Manifeste

ou

l'un de ses articles,
écrivez-nous :

Le Manifeste

21, rue de Navarin
75009 Paris

ou

le-manifeste@noos.fr

LUTTES DE CLASSES - DÉBATS POLITIQUES - ANTI-IMPÉRIALISME
MOUVEMENT COMMUNISTE - INTERNATIONAL - THÉORIE - HISTOIRE
CULTURE - RÉVOLUTION

Le Manifeste, un journal utile pour la liberté de penser
et pour l'union de tous ceux qui veulent

en finir avec le capitalisme

ABONNEMENT **DIFFUSION**
SOUSCRIPTION **CORRESPONDANT**

Le Manifeste
recherche :

Des photos libres de droits (tous sujets - et surtout sur les pays (vous avez bien des photos prises en vacances à Cuba, à Launat, en Corse, en Chine, en Bretagne, sur Mars...)).

Des jeunes créateurs ayant une démarche dont leur art est en lien direct avec une pensée communiste pour effectuer des reportages.



En septembre
Rendez-vous au stand
du Manifeste
à la Fête de l'Humanité

pour paraître régulièrement
pour élargir le cercle de ses lecteurs

Écrivez-nous

Retrouvez Le Manifeste sur internet
<http://le.manifeste.free.fr>

- Abonnement pour 11 numéros : 20 €
- Abonnement - Souscription : 50 €

Le Manifeste,

journal communiste
Numéro de commission paritaire : 0309 P 11455
Tirage à 1000 exemplaires
21, rue de Navarin 75009 Paris - Tél./Fax : 01 48 11 63 53
Courriel : le-manifeste@noos.fr
Fondateurs : Francis Combes, André Gerin, Freddy Huck
Directeur de publication : Joseph D'Angelo
Gérante : Caroline Andréani
Rédactrice en chef : Patricia Latour
Maquette et conception artistique : Patrice Morel
Imprimé par les Nouvelles Imprimeries Havaux, 37 c, rue A. Levesque, 1400 Nivelles (Belgique)



Nom : Prénom :

Adresse :

Courriel : Tél. :
Je verse : €

Abonnement à 20 E

Souscripteur à 50 E

Correspondant

Dépôt : exemplaires



Chèques à adresser, à l'ordre du Manifeste
21, rue de Navarin 75009 Paris